



enda

Rapport annuel

2014



*Alternatives économiques
inclusives pour un
développement durable*

© enda tm

© Juin 2015 - ENDA TIERS MONDE

Citation : *Alternatives économiques inclusives pour un développement durable* - Dakar, Sénégal, juin 2015, 74 pages

Rédaction : Mouhammad Fatih MBENGUE

Graphisme : Alassane DIOP

Photos : ENDA TM

Ouvrage disponible auprès d'ENDA TIERS MONDE :
Complexe SICAP-Point E - Avenue Cheikh Anta Diop

BP : 3370 - DAKAR (Sénégal)

Tél. : +221 33 869 99 61

+221 33 869 99 48

Email : se@endatiersmonde.org

Web : www.endatiersmonde.org

La reproduction de cette publication à des fins non commerciales, notamment éducatives, est permise, sans autorisation écrite préalable du droit d'auteur, à condition que la source soit clairement indiquée.

enda

***Alternatives économiques
inclusives pour un
développement durable***

rapport annuel 2014

TABLE DES MATIÈRES

SIGLES ET ACRONYMES	5
EDITORIAL	6
PREMIÈRE PARTIE : Quelles solutions aux dangers de l'économisme et du fondamentalisme en Afrique	8
DEUXIÈME PARTIE : Panorama des activités d'Enda TM en 2014.....	14
1. Enda-Colombie.....	15
2. Enda-Dominicana.....	18
3. Enda-Ethiopie.....	20
4. Enda-Europe.....	22
5. Enda-Interarabe.....	24
6. Enda-Madagascar.....	26
7. Enda-Maghreb.....	28
8. Enda-Mali.....	30
9. Enda-Siddhi-Bombay.....	32
10. Enda-Vietnam.....	34
11. Enda-Cacid.....	36
12. Enda-Diapol.....	38
13. Enda-Eau Populaire.....	40
14. Enda-Ecopole.....	42
15. Enda-Ecopop.....	44
16. Enda-Energie.....	46
17. Enda-Graf Sahel.....	48
18. Enda-Jeunesse Action.....	50
19. Enda-Lead Afrique.....	52
20. Enda-Madesahel.....	54
21. Enda-Pronat.....	56
22. Enda-Rup.....	58
23. Enda-Santé.....	60
24. Enda-Syspro.....	62
TROISIÈME PARTIE : Retour sur la participation d'Enda aux 20 CoP Climat et cap sur Paris 2015.....	64
LISTE DES ENTITÉS D'ENDA	72

SIGLES ET ACRONYMES

AGR	Activités génératrices de revenus
AQMI	Al-Qaida au Maghreb islamique
AMES	Alliance des acteurs et métiers des énergies du Sénégal
CADDEL	Conférence africaine de la décentralisation et du développement local
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEREEC	Centre régional pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique
CGLUA	Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique
ENDA TM	Environnement et développement du Tiers Monde
ESS	Economie sociale et solidaire
FAO	Food and Agriculture Organization
FCR	Formation coin de rue
FEVE	Frontières et vulnérabilités au VIH en Afrique de l'Ouest
FSP	Fonds de solidarité prioritaire
GIZ	Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (Deutsche)
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
IAFN	International Analog Forestry Network
IDH	Indice de développement humain
IST	Infections sexuellement transmissibles
ISIS	Islamic State of Iraq and Syria
IWPAR	Informal Waste Pickers And Recyclers
MAEJT	Mouvement africain des enfants et jeunes travailleurs
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCB	Organisation communautaire de base
ODD	Objectifs de développement durable
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
OIDP	Observatoire international de la démocratie participative
OLZT	Organisations locales des zones transfrontalières
PALAM	Programme d'alphabétisation et d'apprentissage de métiers
PCTI	Plan climat territorial intégré (région de Dakar)
PEPAM	Programme eau potable et assainissement du millénaire
PICRI	Partenariats institutions-citoyens pour la recherche et l'innovation
PMA	Pays les moins avancés
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
REP	Responsabilité élargie du producteur
SFI	Société financière internationale
UAEL	Union des associations d'élus locaux
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine



ENDA TM : le Réseau se déploie pour un impact collectif sur l'agenda d'un développement inclusif et plus durable

Enda tm, acteur stratégique majeur de la société civile du Sud

ENDA TM est une organisation internationale à caractère associatif ; elle est spécifique et originale à plus d'un titre :

- ENDA TM est la principale ONG internationale du Sud qui s'appuie sur un réseau d'envergure mondiale. Parallèlement à son implantation et son développement en Amérique latine (Colombie, République dominicaine), en Asie (Vietnam, Inde), en Afrique de l'Est (Ethiopie), dans l'Océan indien (Madagascar), en Afrique du Nord (Maroc, Tunisie), et en Afrique centrale (Cameroun), c'est au Sénégal et en Afrique de l'Ouest (Mali, Burkina Faso, Guinée-Bissau, Cap-Vert, etc.) qu'une part significative de ses actions se déroulent au bénéfice des populations les plus vulnérables. Les 24 entités membres du Réseau sont établies dans 11 pays et mènent des projets dans plus de 40 pays, tout en intervenant aux échelles sous-régionale, régionale et internationale sur des enjeux transversaux
- ENDA TM intervient tant au niveau opérationnel qu'au niveau stratégique et politique, à toutes les échelles : communautaire, local, national, régional et international. Le Réseau est membre de l'ECOSOC des Nations unies et de l'Union africaine, des réseaux internationaux majeurs, et des organes de plusieurs programmes globaux.
- ENDA TM approche le développement de manière holistique depuis presque 45 ans, en couvrant tous les secteurs du développement (environnement, climat, développement durable, santé, énergie, mobilisation communautaire, développement urbain, intégration régionale, commerce, genre, etc.).

- Au-delà de l'appui direct et de l'expérimentation d'innovations, les interventions d'ENDA TM mettent l'accent sur la production de savoirs utiles aux transformations sociales, économiques, culturelles, environnementales, politiques, etc. Ces interventions s'opèrent au plus près du terrain, via la formation, la recherche-action, le plaidoyer et la construction d'alliances stratégiques.
- ENDA TM a développé des savoir-faire, des expériences et des outils de qualité, et adaptés au contexte des pays en développement.

Depuis 2012, ENDA TM fonctionne en réseau avec ses entités et un Secrétariat exécutif (SE) en charge du leadership stratégique et politique, et des services communs nécessaires à la bonne marche du Réseau. Ce nouveau modèle organisationnel vise à renforcer l'action d'ENDA, en valorisant le caractère étendu de ses ancrages sociaux et géographiques, ainsi que la diversité de ses domaines d'intervention. Le réseau ENDA TM s'est construit autour de deux principes fondamentaux : autonomie organisationnelle et financière des entités, et convergence vers la vision et le projet communs du Réseau. La cohérence stratégique du Réseau se décline autour de la Plateforme stratégique commune (PSC) qui donne un cadre commun aux différentes entités membres.

Ainsi le réseau ENDA TM :

- travaille à la convergence des initiatives de ses membres ;
- promeut le développement d'activités et de services transversaux pour la réalisation de la Mission ;
- renforce les capacités d'action de réflexion stratégique et d'influence collective.

Un potentiel considérable d'enrichissement des politiques, à toutes les échelles

Prenant appui sur son ancrage réel et profond, agissant comme vecteur des logiques et de l'expression populaires, se nourrissant de processus permanents de recherche-action, le réseau ENDA TM dispose d'un potentiel important

pour enrichir les politiques et consolider leur efficacité et leur cohérence, à toutes les échelles. Le déploiement d'ENDA en un réseau international d'entités, convergeant vers des processus structurants de transformation, a justement comme

défi majeur la concrétisation de cet énorme potentiel. Même pendant les années où il a dû se concentrer sur sa réorganisation, le réseau ENDA n'a eu de cesse de multiplier les acquis significatifs dans tous les secteurs qu'il investit et à toutes les échelles, avec des entités championnes dans leur domaine. Néanmoins, ENDA a encore beaucoup plus et mieux à offrir, au vu de ses compétences diverses et de haut niveau. Au prix d'un investissement plus conséquent et soutenu dans les convergences, la cohérence et la cohésion dans le Réseau, ENDA TM va sûrement apporter dans les processus globaux un regain de dynamique sur le plan des idées («ENDA bâtisseur d'alternatives»), sur le plan du lien entre action et réflexion (recherche-action-formation), mais aussi et surtout, sur celui de la représentation des voix des plus vulnérables dans les débats sur le développement. Le processus du « Post-2015 » illustre parfaitement la valeur et le potentiel

d'ENDA TM sur le plan global. Le Secrétariat exécutif a transmis au département du Partenariat et de l'Information des Nations unies (UN/DPI) et à l'ECOSOC un tableau qui indique comment, dans leur configuration actuelle, les 17 ODD (Objectifs de développement durable) sont couverts par les domaines d'activité des entités du réseau ENDA. Rares sont les réseaux transnationaux et multiscalaires dont l'action correspond aussi exactement avec les principales priorités des engagements de la Communauté internationale en matière d'élimination de la pauvreté, de réduction des inégalités et de garantie pour l'avenir et la viabilité de la planète, grâce à un développement durable inclusif. Prenant conscience de cette perspective, le Secrétariat exécutif d'ENDA a effectué une mise à jour de la PSC, afin d'optimiser l'ensemble des projets stratégiques, par rapport à un cadre «post-2015», qui devrait être beaucoup plus universel et englobant que celui des OMD.

Des innovations pour opérationnaliser le vécu du Réseau et maximiser l'impact collectif

Le Secrétariat exécutif, sous l'égide des nouvelles instances du Réseau et en collaboration avec les entités membres, a justement travaillé, ces dernières années, à mettre en place les conditions d'une telle optimisation de la valeur ajoutée d'ENDA à l'échelle supranationale. A cet effet, le plan d'action pour la durabilité du Réseau met l'accent sur trois objectifs stratégiques qui mobilisent actuellement toutes les énergies :

- le «vivre ensemble» et le «travailler ensemble» pour un impact collectif avéré ;
- l'image et la crédibilité d'ENDA pour un meilleur positionnement stratégique et une plus grande influence ;
- la diversification des ressources et la pérennisation du Réseau.

Sur ces différentes dimensions, des actions ont été entreprises pour opérationnaliser le Réseau et maximiser son potentiel. Notamment, les occasions de rencontres entre les membres du Réseau sont multipliées et sont utilisées pour favoriser des exercices communs de capitalisation, de réflexion critique, de positionnement stratégique et de consolidation d'alliances et de partenariats. Quelques exemples peuvent être brièvement rappelées ici :

- la préparation de la participation d'ENDA au colloque – Forum IRISS (Interactions Recherche Innovations Sciences Sociétés) a été un moment d'échanges entre membres sur une problématique de fond et une occasion de convergences avec la trentaine de membres de notre délégation, représentant quasiment toutes les entités du Réseau.

Auparavant, ce processus a donné lieu à la réalisation, par le Secrétariat exécutif, d'une *base de données des initiatives ENDA sur les liens entre co-production de savoirs et changement social, politique, économique et culturelle* (dans le cadre de l'Alliance Sciences Sociétés, dont ENDA TM est membre fondateur).

- La réunion thématique, en marge de l'Assemblée générale du Réseau, sur «*Le rôle et la portée de l'Économie populaire sociale et solidaire (EPSS) dans la transformation structurelle des économies du Sud*», a été précédée d'une synthèse des pratiques et idées des entités d'ENDA, relatives au thème (suite à un questionnaire qui leur a été adressé) et d'un suivi de la définition collective d'un consensus sur «*Positions, stratégies et perspectives d'action*» pour ENDA dans ce domaine.

Après avoir passé un temps important à consolider l'autonomie de ses entités, afin de les rendre fortes et viables, l'heure pour ENDA TM, est à la consolidation des liens et l'optimisation du potentiel d'impact collectif sur les grands enjeux. Le Secrétariat exécutif (SE) devra, plus que jamais, être le garant de la stabilité, de la solidarité et de la convergence de l'ensemble du Réseau. En plus des services mutualisés aux entités, il travaillera à la valorisation des savoirs et des savoir-faire, au suivi-évaluation des activités globales du Réseau, à la conduite et/ou contribution à la réflexion innovatrice sur le développement, à la représentation du Réseau dans les débats nationaux, régionaux et internationaux, et aux grandes conférences sur le développement.

PREMIÈRE PARTIE

Quelles solutions aux dangers de l'économisme et du fondamentalisme en Afrique ?



Depuis plus de quarante ans qu'Enda TM développe ses programmes dans les pays du Sud, le contexte de l'action d'appui au développement a beaucoup évolué. La logique économique productiviste et destructrice qui faisait peu cas de la problématique environnementale, durant les années 70 et 80, a peu à peu cédé la place à une vraie conscience écologique. Certes, le gaspillage des ressources naturelles et la hausse vertigineuse des niveaux de pollution sont toujours constatables dans l'atmosphère, les océans, les cours d'eau et les sols. Mais alors qu'il y a quelques décennies, l'on pouvait mener des activités économiques destructrices pour les écosystèmes en totale impunité, voire en toute bonne conscience, les vingt années qui ont séparé les deux conférences sur l'environnement et le développement de Rio, de 1992 à 2012, ont vu les pans les plus ultralibéraux de l'activité économique se mettre au vert. L'Economie verte, naguère impensable voire considérée comme absurde par nombre d'économistes, est rapidement devenue la forme la plus achevée d'une vision du monde de plus en plus partagée, même par des acteurs économiques plus intéressés par les nouveaux marchés qu'elle cible que par la lutte contre le réchauffement planétaire. Les économies les plus performantes et les technologies les plus élaborées sont aujourd'hui celles qui prennent le mieux en compte les principes du développement durable, comme la transition énergétique sobre en carbone. Même la Chine, premier émetteur d'émissions de gaz à effet de serre sur la planète, dont la part représente 28 % des émissions mondiales en 2014, mène depuis plusieurs années une politique volontariste de développement des énergies propres, son 12e Plan quinquennal (2011-2015) intégrant, pour la première fois de manière explicite, la question de la lutte contre le changement climatique.

Les droits humains ne sont plus cantonnés aux questions politiques afférentes à la liberté d'expression, au droit de vote, à l'abolition de la torture ou de la peine de mort, à l'indépendance de la justice et au respect des minorités. Ils intègrent désormais des droits économiques, sociaux et environnementaux : droit au travail, au logement, à l'éducation, à l'eau potable, à l'assainissement, à la santé, à l'alimentation, à la terre, à un cadre de vie sain, etc. Une conception d'autant plus en phase avec la vision d'Enda qu'elle constitue, dans

une certaine mesure, l'aboutissement de son combat pour la durabilité environnementale, la justice sociale, la démocratie participative et la bonne gouvernance. Replacer l'humain au cœur de la problématique du développement a été son credo depuis sa création. Et c'est ce qui justifie qu'à chaque fois qu'il s'est agi de défendre les droits des personnes vivant dans les communautés les plus démunies, dans les pays les plus pauvres, que ce soit dans les bidonvilles des mégalo-poles du Sud, les quartiers populaires mal dotés en infrastructures de base, les zones rurales sinistrées, comme dans les zones de conflit, ses interventions ont été spontanées et souvent décisives.

Les grands agendas internationaux auxquels Enda a adhéré sans ambages ces dernières années, comme les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et le programme post-2015 des Objectifs de développement durable (ODD), lui ont offert un nouveau cadre partenarial globalisé, dans lequel ses préoccupations relatives à la prise en compte des intérêts des plus défavorisés. En effet, dans tous les contextes locaux, nationaux et régionaux où les activités d'Enda ont été mises en œuvre, durant plusieurs décennies, elles ont été frappées du sceau de l'inclusion économique et sociale. Le fait de considérer les activités informelles mises en œuvre par la grande majorité des citoyens, que ce soit dans le secteur de l'agriculture, du commerce, de la santé, de l'assainissement, de l'artisanat, de la formation ou de l'éducation, comme de puissants vecteurs de paix sociale et de véritables facteurs de durabilité économique et environnementale, constitue, pour Enda, la marque singulière de son engagement pour le développement durable.

L'Economie sociale et solidaire (ESS) dont Enda fait la promotion, dans sa recherche d'alternatives à l'ultralibéralisme, lui a permis de fédérer un large champ dans lequel les entrepreneurs sociaux, préoccupés par leur survie et par leur insertion professionnelle et sociale, font la jonction de leurs pratiques innovantes. L'ESS, porteuse d'une approche novatrice de développement endogène des sociétés dominées, fait la promotion du tissu associatif et permet une plus grande égalité des chances, grâce à des systèmes éducatifs alternatifs. Elle est un facteur de stabilité sociale, de diversification de la structure économique (les économies les plus ouvertes au marché sont les plus exposées aux crises),

et de redistribution des revenus. Les logiques communautaires et l'interconnaissance qu'elles génèrent, restent donc les moteurs de la relation de confiance. Leur interdépendance une transaction commerciale est un avantage dans l'ESS et l'intérêt commun se joue dans les modalités d'activation des liens sociaux qui se tissent et se reconfigurent à foison, reflet de l'ingéniosité des acteurs et de la densité des réseaux sociaux au cœur desquels s'ancrent les liens économiques.

Dans un contexte particulier, comme celui de l'Afrique subsaharienne, où les efforts de développement sont trop souvent remis en cause par des désordres sociaux qui se manifestent sous forme de troubles politiques, de guerres civiles, de rébellions armées ou d'attaques terroristes extrêmement meurtrières sur des populations démunies et sans défense, des décennies d'action d'appui au développement peuvent être annihilées du jour au lendemain. Le conflit qui a scindé la Côte d'Ivoire en deux durant dix ans, l'avancée des groupes terroristes islamistes au Nord-Mali ou

la terreur semée au Nord-Nigéria par la secte Boko Haram ont sérieusement compromis des activités prometteuses menées dans ces zones. Ayant constaté, par exemple, que les flux migratoires ouest-africains épousent, depuis toujours, les contours de la dynamique spatiale marquée par les axes historiques de circulation des produits, Enda a mené, dans le passé, d'intéressantes recherches qui ont souligné la réalité de ces échanges transfrontaliers et leur fécondité en termes d'intégration et de développement économique. Mais c'est tout le potentiel intégrateur des flux transfrontaliers étudiés par Enda et concernant l'espace reliant Sikasso, Korogho et Bobo Dioulasso, entre le Mali, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire, et la zone Maradi, Katsina et Kano, entre le sud du Niger et le nord du Nigéria, qui a été réduit à sa plus simple expression par les troubles politiques et sociaux. Que faire, par ailleurs, lorsque les agences de développement du Nord décident de suspendre toutes leurs activités dans un pays en conflit, comme ce fut le cas au Mali, ajoutant ainsi à la détresse des populations totalement laissées à elles-mêmes ?

L'économie informelle comme moteur de la construction des économies africaines

Le secteur informel est devenu en Afrique subsaharienne, depuis 1980, le principal pourvoyeur d'emplois urbains (même si les entreprises modernes assurent encore 80 % de la valeur ajoutée non agricole), et il devrait

le rester à l'avenir. L'informel a été, de fait, le principal moteur de la construction des villes et de l'animation de la vie urbaine. En dehors des quartiers « modernes », la ville ouest-africaine d'aujourd'hui est le fruit du travail de



l'économie populaire qui bâtit les maisons, fabrique les meubles, crée et transforme les produits agricoles, répare les automobiles, anime les marchés, organise l'épargne, distrait (restaurants, buvettes, troupes théâtrales et musicales) et soigne (tradipraticiens). L'informel est donc au cœur de la société. Il n'est certes pas une spécificité des économies africaines, car il représente entre un quart et un tiers du PIB dans les pays d'Asie ou d'Amérique latine (cette proportion atteint 16 % du PIB pour les pays de l'OCDE). Néanmoins, les caractéristiques et l'importance économique et sociale de ce secteur en Afrique lui confèrent un caractère singulier. La signification idéologique et politique de l'appellation économie informelle traduit un manque de connaissance, de reconnaissance, d'intérêt, mais surtout une pointe d'arrogance à son égard. Elle traduit aussi un sentiment de rejet par le modèle dominant libéral qui voit toujours les mécanismes de l'économie, le capital et le profit en grand, de plus en plus grand, sans considération éthique centrale, sans volonté de préservation de l'environnement.

Elle secrète souvent exclusion et marginalisation. « Informel », « débrouille » et d'autres caractérisations de ce type, reproduisent le discours qui veut la rendre périphérique et précaire, alors qu'elle est centrale dans les activités et stratégies des populations.

Les pratiques d'ESS se situent au cœur des dynamiques de la transformation sociale dans un contexte de finitude du modèle néolibéral et de sa condamnation. L'ESS met en lumière les innovations portées par des secteurs et acteurs ayant évolué en marge du système dominant. Elle est porteuse d'une approche de développement de l'intérieur des sociétés dominées. La réussite relative de ce type d'économie en Afrique repose avant tout sur une capacité presque identitaire et culturelle des individus et surtout des groupes et communautés à anticiper les évolutions tout en gardant la souplesse dans les stratégies. L'ESS, comme l'économie informelle, est à la fois celle du partage et de l'accumulation, du profit monétaire et des plus-values symboliques. La confiance est un principe moteur et lubrifiant de l'ESS et sous ce rapport, l'intermédiation est une activité centrale.

L'esprit entrepreneurial dont l'économie sociale et l'économie informelle sont le lieu d'apprentissage et de mise en pratique est irrigué par le sens que les acteurs donnent

à leur vie, sans qu'on puisse évoquer une vocation à l'intérêt général, ces acteurs surfent dans leurs groupes d'appartenance, y puisent leurs ressources, contribuent à l'insertion et à l'autonomisation de leurs cadets dans un processus de redistribution inégalitaire certes, mais insérée dans une humanisation des rapports d'échanges. C'est leur insertion dans leurs réseaux sociaux et leur entregent qui restent la sécurité de leurs entreprises.

L'ESS et l'économie informelle produisent leurs propres règles et codes de conduite, mobilisent des acteurs qui développent des activités articulées les unes aux autres et fonctionnent sur la base de relations (familiales, claniques, religieuses). Leurs systèmes de production (d'accumulation et de redistribution) est souvent de type communautaire ou réticulaire. Exigeant moins de pré-requis (financier, qualification professionnelle, etc.), elles ont un système de prise en charge sociale défini par la communauté et produit diverses plus-values matérielles (économiques, financières) et immatérielles (sociales, politiques, symboliques, etc.).

Ce modèle a ses symboles, ses principes, ses valeurs, ses pratiques. Les cultures de l'Afrique de l'Ouest ont secrété des proverbes et des catégories sémiques qui disent l'esprit du modèle et son autonomie. Autrement dit, l'économie dont on parle a engagé un processus de reconstruction sociale et politique. Mais ce qu'il faut souligner, c'est qu'elle est en concurrence avec le modèle dominant tout en sélectionnant son rapport avec lui (la modernité économique, en particulier, n'est pas purement et simplement rejetée, mais elle est "domestiquée" et appropriée...). Cette réflexion pose la question de fond du rapport entre autonomie et dépendance qui constitue le paradoxe sur lequel cette économie fonctionne.

L'économie sociale est ainsi le creuset de la construction d'un nouveau projet de société si elle ne relève pas d'un projet de société déjà existant. Selon une étude récente de la Banque mondiale, ce secteur générerait 97 % des créations d'emplois au Sénégal, pays très touché par le chômage. Sa place dans l'économie du Sénégal est prépondérante et pour cause. Avec l'État, c'est le principal pourvoyeur d'emplois et la première source de revenus.

Sa part s'est légèrement réduite au fil du temps. Aujourd'hui, l'activité de plus d'un travailleur sénégalais sur deux relève du secteur informel. Ce taux est cependant inférieur à celui de l'ensemble de l'Afrique subsaharienne (68 %). L'ESS et l'économie informelle permettent de remettre en question les acquis conceptuels habituels : l'Agence nationale de la statistique et de la démographie du Sénégal (ANSD) parle

maintenant «d'occupation» et non «d'emploi». Les calculs du PIB sont repris aujourd'hui dans certains pays africains à la lumière d'une reconnaissance de ce secteur et de leur prise en compte dans les statistiques officielles et de plus en plus de pays mettent en avant le secteur informel et l'ESS dans les formulations des libellés des ministères et leur dédie des directions spécifiques.

Quand les efforts de développement en Afrique sont annihilés par les désordres sociaux

Si l'on fait un focus sur le contexte ouest-africain, force est de constater que les Etats de la CEDEAO couvrent l'une des régions les plus paradoxales de la planète. L'on y trouve des économies ayant les taux de croissance parmi les plus importants du moment et qui attirent de plus en plus d'investisseurs, des gouvernements démocratiques qui adhèrent tous peu ou prou aux principes du multipartisme, de la transparence et des élections pluralistes, des mécanismes d'intégration régionale éprouvés et prometteurs ; mais aussi des sociétés humaines durement frappées par l'extrême pauvreté, les effets dévastateurs du changement climatique, les crises alimentaires récurrentes, les pandémies du VIH ou du paludisme, l'insuffisance de l'offre de soins, les graves déficits en matière d'éducation et de formation, la croissance démographique non maîtrisée, la fragilité des institutions, la mauvaise gouvernance, la corruption endémique, l'insécurité et les guerres civiles, les rébellions armées, le trafic d'armes, de drogue et d'êtres humains, le sectarisme, le radicalisme, l'extrémisme violent et la menace terroriste.

Les économies des Etats ouest-africains sont toutes fortement tributaires de l'agriculture et de l'élevage, voire du pastoralisme, qui constituent les principaux moyens de subsistance et de revenus pour les ménages. Les variations climatiques et leur corollaire de sécheresse et de mauvaises récoltes ont souvent provoqué une fluctuation des prix des denrées alimentaires qui ont fortement aggravé la malnutrition et l'insécurité alimentaire en zones rurales comme en ville. Ces sept dernières années, les crises alimentaires et de malnutrition ont frappé plusieurs pays de la sous-région du fait des pluies tardives et irrégulières, des problèmes liés à l'instabilité politique et du manque manifeste de résilience institutionnelle face à l'ensemble de ces difficultés.

Pourtant, si ces crises alimentaires n'ont rien de nouveau, notamment dans certains pays du Sahel, c'est leur répétition durant un laps de temps relativement court et leur ampleur, combinées à l'instabilité politique grandissante, qui ont sérieusement compromis la résilience de la sous-région et sa capacité à absorber les chocs les plus graves. En effet, si les crises alimentaires provoquent irrémédiablement une flambée des prix des produits de base et une forte hausse des taux de malnutrition, ce sont toujours les conflits armés et l'insécurité qu'ils génèrent qui exacerbent les situations de crise alimentaire.

Les conflits en Côte d'Ivoire, au Nord-Mali et au Nord-Nigéria ont provoqué des mouvements de réfugiés dans l'ensemble de la sous-région et ont durablement perturbé l'approvisionnement en nourriture et compliqué la coordination des moyens destinés à acheminer les vivres aux populations les plus fragilisées par la situation. Dans plusieurs pays de la sous-région, la faiblesse de la résilience des institutions à la sécheresse se manifeste de plus en plus par la disparition des stocks alimentaires de secours. Et c'est parce que les économies ne sont pas suffisamment diversifiées qu'elles en deviennent vulnérables à toute une série de chocs, et restent fortement tributaires de l'aide extérieure. Même la reprise économique observée çà et là, ainsi que la forte croissance dans la sous-région, n'ont pas su réduire les niveaux alarmants de pauvreté. Une majorité de pays ouest-africains occupent le bas du classement de l'IDH (Indice de développement humain des Nations unies), et quatre d'entre eux sont parmi ceux qui enregistrent les plus mauvais résultats.

L'interdépendance entre la sécurité et le développement est évidente lorsqu'on sait que la fragilité des institutions politiques et la faiblesse des pouvoirs publics influent



fortement sur la stabilité de la sous-région et sur sa capacité à lutter contre la pauvreté et à juguler les menaces sur la sécurité. La pauvreté crée une instabilité socioéconomique telle qu'elle contribue irrémédiablement à l'accélération des flux migratoires incontrôlés vers les pays qui bordent la Méditerranée au sud, puis au nord. Quant aux activités terroristes d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), qui a trouvé refuge dans le nord du Mali, elles représentent une menace sans précédent pour la sécurité dans toute la sous-région.

Cette menace terroriste est qualifiée d'extrémisme islamiste, car elle cherche à se donner un semblant d'honorabilité et de légitimité dans un cadre fondamental religieux auquel elle ne saurait nullement prétendre. Car les chefs de ces groupes armés n'ont pour véritable objectif que l'acquisition d'un certain pouvoir sur les populations qu'ils souhaitent domestiquer et asservir pour leur seul intérêt, et un enrichissement personnel, grâce à divers trafics et contrebandes dans la zone du Sahel, mais aussi en obtenant des rançons en échange de la libération d'Occidentaux enlevés. La crise au Nord-Mali, qui plonge ses racines dans le conflit en Libye, a prouvé l'extrême dangerosité d'AQMI qui constitue la principale menace terroriste pour toute la sous-région, à cause de son dynamisme dans le recrutement de nouveaux combattants venus de plus en plus de pays ouest-africains, mais aussi du fait de la jonction aujourd'hui prouvée avec d'autres groupes extrémistes plus localisés, comme Ansaru-Dîn (Nord-Mali), Mourabitoune (Mali et Mauritanie) ou la terrible secte militarisée Boko Haram qui sème la mort et la désolation dans le nord du Nigéria et du Cameroun, mais aussi au

sud du Niger et du Tchad. D'ailleurs, les récentes allégeances à l'Organisation de l'Etat islamique (ISIS) font désormais planer le danger extrême de la création d'un arc terroriste traversant toute l'Afrique, d'ouest en est, de la Mauritanie à la Somalie. Les efforts concertés des pays ouest-africains regroupés au sein d'une organisation d'intégration économique et politique comme la CEDEAO, ont certes pour objectif de s'attaquer aux causes profondes de l'extrême pauvreté et de créer des conditions locales propices à d'intéressantes perspectives économiques et au développement humain dans toute la sous-région. Mais ils auront beaucoup de mal à avoir un impact significatif à court et moyen terme si les problèmes de sécurité ne trouvent pas rapidement une solution efficace et définitive. Les problèmes en Afrique de l'Ouest étant transfrontaliers et interdépendants, il en résulte que seule une stratégie régionale, intégrée et globale sera à même de rendre possibles des progrès pour chaque problème spécifiquement.

Car il ne suffira pas seulement de renforcer les capacités en matière de collaboration militaire et de maintien de l'ordre. Il faudra également pousser les États ouest-africains à se doter d'institutions publiques plus fiables et d'administrations plus transparentes et responsables, en mesure de construire la paix sociale et d'offrir aux populations des services de base de qualité. Développement durable, bonne gouvernance et amélioration de la situation sécuritaire doivent donc être les principaux objectifs des États, recherchés de manière coordonnée et harmonisée, dans le but de créer une stabilité durable dans l'ensemble de la sous-région.

DEUXIÈME PARTIE

Panorama des activités du réseau enda tm en 2014



Agriculture



Commerce & Intégration



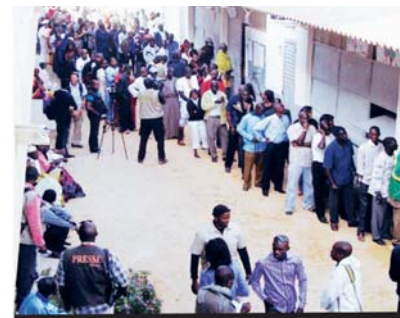
Ressources Naturelles



Energie & Climat



Genre & Autonomisation



Gouv. & Démocratie



Finance Solidaire



Villes Durables



Santé



Jeunesse & Education



Eau & Assainissement



Leadership & Mutation

enda colombie

Fondé en 1983 et basé à : Bogotá (Colombie). [www.endacol.org]

Lieux d'intervention : ville de Bogotá et zones rurales jouxtant la zone métropolitaine de Bogotá.

Domaines d'intervention :

- gestion environnementale urbaine ;
- participation au développement local ;
- autonomisation et protection des femmes ;
- gestion et recyclage des déchets solides municipaux ;
- renforcement des capacités des acteurs urbains.



Plusieurs évolutions ont marqué les activités d'Enda-Colombie en 2014, notamment dans des initiatives telles que :

1. le projet « Vers la protection et l'inclusion de la population recycleuse de déchets solides » (IWPAR) :

une initiative réalisée dans le cadre d'une convention avec Enda-Europe, Enda-Madagascar, Enda-Ethiopie et Enda-Vietnam, qui met l'accent sur l'amélioration de leurs conditions de travail et de leur qualité de vie. L'objectif était de faire reconnaître cette population comme acteur fondamental dans les processus de construction de la ville et les questions relatives à la citoyenneté, mais aussi de montrer l'importance de sa participation dans le développement social, environnemental et économique des territoires urbains. Trois études et recherches ont été effectuées, dont les résultats sont la base documentaire sur laquelle Enda-Colombie a réorienté le processus de pilotage de la gestion communautaire des déchets, tout comme il a renforcé les actions d'exigibilité des droits pour cette population de recycleurs :

1. vers la protection et l'inclusion des recycleurs organisés au niveau de la ville de Bogotá ;

2. recherche sur la sécurité industrielle et la santé professionnelle pour les recycleurs de la rue ;

3. l'exploration des expériences professionnelles non capitalistes : cas d'une association de recycleurs de Bogotá.

2. Le projet d'Aménagement du Territoire :

il s'agit là de la Success Story d'Enda-Colombie ; une initiative développée durant plus de dix ans (depuis 2003), grâce à l'appui technique et financier de Genève Tiers Monde, à travers laquelle l'on cherche à renforcer les secteurs communautaires et les organisations sociales de la ville de Bogotá, pour un plus grand impact de son action environnementale dans ses propres territoires et une plus grande influence dans les politiques publiques. Ce projet met en avant l'articulation des acteurs, savoirs et territoires, à différentes échelles, pour une plus grande inclusion sociale, une meilleure



équité entre territoires de la ville et pour la promotion de la participation effective des acteurs historiquement exclus, dans la planification, l'aménagement, le suivi et le contrôle social. C'est pour cela que travail socio-environnemental est devenu un point de rencontre et un lieu commun pour les

interventions dans tous les secteurs sociaux, en particulier les secteurs communautaires.

3. L'Observatoire Eau et Ville : c'est un instrument d'Enda-Colombie qui se focalise sur le suivi des politiques publiques et des initiatives communautaires dans la gestion de l'eau. Il a permis de développer des stratégies adaptées dans les processus de défense et de gestion communautaire de l'eau dans les zones rurales jouxtant Bogotá, par les communautés organisées dans la gestion des aqueducs communautaires, valorisant ainsi la connaissance de la population abonnée, des usagers, des représentants légaux et des ouvriers, pour la capacitation de ces derniers dans les différents processus.

4. Le projet « Capacitation des Femmes de la Collectivité de Loma Verde » : grâce au financement du projet par la Fondation Raja et la Fondation CDC, une structure d'accueil comme la *Mesa Hunzahua* a pu être mise en place, comme une stratégie adaptée d'élargissement de la base sociale du collectif de défense des droits des femmes pour avoir plus d'impact. Le bureau est composé de 5 organisations communautaires (Colectivo Loma verde-Corpohunza-Redesarrollo-Jóvenes del Cerro Nonceta-Huerta Comunitaria) qui ont facilité la création d'un programme de formation sur le thème du genre et de l'ESS. Ce centre d'approvisionnement a été rouvert et doté d'outils, d'éléments de protection et d'uniformes pour Loma Verde, et a impulsé une dynamique de production artisanale (sacs à dos, bracelets, tableaux sous-verre, bijoux, etc.). L'approche genre proposée consiste à rendre visibles les femmes en leur qualité de protectrices de la vie familiale, de la terre et de l'environnement.

5. Le projet « Femmes du Monde : un réseau de protagonistes solidaires » : il a obtenu un financement destiné à faciliter la participation, au niveau international, d'Enda-Colombie aux événements du Réseau des femmes, comme lors de la dernière rencontre de socialisation et d'évaluation des trois années de mise en œuvre du projet, organisée à Paris, sur le thème de l'ESS, dans une perspective « Genre et alphabétisation ».



enda dominicana

Fondé en 1982 et basé à : Santo Domingo (République dominicaine). [www.endadom.wordpress.com]

Lieux d'intervention : ville de Santo Domingo, zones rurales de la République dominicaine et de Haïti.

Domaines d'intervention :

- gestion des ressources naturelles et agroforesterie ;
- promotion de l'écotourisme ;
- protection de l'enfance et éducation de base ;
- promotion des initiatives de santé communautaire ;
- développement urbain et accès aux services de base.

1. Les acquis d'Enda-Dominicana dans la gestion intégrée des ressources forestières

Enda-Dominicana a acquis une reconnaissance internationale, en Amérique centrale et dans les Caraïbes, pour ses actions novatrices dans la gestion intégrée des ressources forestières. Il fait la promotion de la rationalisation de l'exploitation du bois de sciage, dont la durabilité est garantie par la création systématique de pépinières comptant l'ensemble des essences exploitées, destinées au reboisement. Par ce biais, Enda-Dominicana appuie, depuis plus de trente ans, la mise en place et la capacitation d'un grand nombre d'organisations paysannes dédiées à la reforestation et à l'exploitation rationnelle du bois de sciage, regroupées au sein de la Fédération Sambara des associations paysannes de producteurs agroforestiers. Ces associations ont acquis, au fil des ans, une parfaite autonomie et ont su créer plusieurs

entreprises forestières autogérées de sciage fonctionnel qui, grâce aux profits générés par l'activité, permettent à plus de 2 000 familles paysannes, d'avoir accès à des services de base (éducation, santé, eau, assainissement, etc.).

Cette Success Story a été saluée par plusieurs institutions de recherche des Caraïbes et d'Amérique du Nord et a connu un changement d'échelle significatif, avec la réplication, à Haïti, de la mise en œuvre de ce programme agroforestier.

Au cours de l'année 2014, plusieurs activités ont été mises en œuvre par Enda-Dominicana, en partenariat avec des institutions de coopération financière et technique comme IAFN-RIFA, German Agro Action, Pueblo Viejo Dominicana Corporation, FONDEC-CNC-BID, la FAO, la GIZ, les institutions locales et les entreprises forestières internationales associées au Projet de la *Forêt modèle de Colinas Bajas*.



La majeure partie des activités a été axée sur la promotion de la conservation des ressources naturelles, afin d'établir les contours du « Corridor biologique des Caraïbes », intégrant Cuba, Haïti, la République dominicaine, la Jamaïque et Porto Rico. Ce corridor passe stratégiquement par la région de Ground Colinas, couvrant environ 9 000 km² qui englobent 44 municipalités, où Enda Dominicana fait la promotion d'une reforestation rationalisée, dans une approche de gestion des territoires, marquée par la participation décisive et concrète du partenaire principal et principal soutien financier de l'initiative, l'entreprise Pueblo Viejo Dominicana Corporation.

C'est ainsi qu'en 2014, 2 040 249 arbres ont été plantés (essences de bois, cacaoyers, arbres fruitiers, etc.) sur des surfaces atteignant 2 418 hectares, et ont bénéficié à 2 323 petits et moyens producteurs, dans 617 communautés rurales.

2. Education de base dans le quartier Los Tres Brazos (Santo Domingo)

L'action d'Enda-Dominicana dans ce domaine est depuis plusieurs années réalisée au profit des enfants du quartier Los Tres Brazos de Santo Domingo Este. L'initiative mise en œuvre est intitulée *Projet éducation primaire, nutrition et santé pour enfants de 1 à 6 ans* et a permis de créer plusieurs centres éducatifs dans le quartier où les enfants reçoivent un

enseignement de base de qualité, renforcé par des mesures destinées à améliorer la nutrition des élèves et la santé préventive. Parmi les résultats obtenus en 2014 dans l'éducation de base :

- un nouveau centre éducatif a été mis sur pied et équipé ;
- plus de 70 enfants ont bénéficié d'un enseignement approprié ;
- le travail des bénévoles a permis d'optimiser la contribution du gouvernement dominicain au plan social de nutrition communautaire, grâce à la fourniture de rations alimentaires suffisantes et de qualité.

Des activités de capacitation du personnel enseignant ont aussi été réalisées, au cours d'ateliers organisés sur la base d'un curriculum spécifique de formation complémentaire développé par Enda-Dominicana, incluant les thèmes suivants :

- le diagnostic des procédés administratifs des centres éducatifs ;
- la planification des programmes éducatifs ;
- la gestion du programme annuel d'enseignement ;
- le perfectionnement des méthodes d'initiation à l'apprentissage.



enda ethiopie

Fondé en 1982 et basé à : Addis Abéba (Ethiopie). [www.iwpar.org/enda-ethiopia.html]

Lieux d'intervention : grande agglomération d'Addis Abéba et zones rurales d'Ethiopie.

Domaines d'intervention :

- développement de l'agriculture urbaine
- lutte contre le VIH/Sida et création d'AGR
- gestion des déchets urbains et assainissement
- développement urbain et accès aux services de base
- inclusion et protection sociale des récupérateurs et recycleurs

Enda-Ethiopie a mis en œuvre différentes initiatives qui contribuent à l'atteinte de ses objectifs stratégiques.

1. Inclusion et protection sociale des travailleurs populaires des déchets

Vers la protection sociale et l'inclusion des ramasseurs de déchets informels et les recycleurs dans les villes du Sud est une initiative mise en œuvre conjointement par Enda-Ethiopie, Enda-Colombie, Enda-Vietnam, Enda-Madagascar et Enda-Europe depuis 2010. Il a achevé sa dernière année de mise en œuvre et est le fruit d'un partenariat avec l'Union européenne, la Fondation RAJA, CDC Développement solidaire, le ministère allemand de la Recherche et de l'Education, Genève Tiers Monde, la Fundación Familia et la Région Île-de-France. Son site Internet (en français, en espagnol et en anglais) permet d'accéder à des rapports d'études scientifiques, des fiches de bonnes pratiques et aux actualités du projet (www.iwpar.org). Son objectif est d'améliorer l'inclusion sociale et d'assurer un accès durable à un système de protection sociale plus adéquat pour les collectionneurs et les recycleurs de déchets informels.

À Addis-Abeba, le projet a été opérationnel dans 10 petites communes, ciblant 50 associations de collecteurs de déchets qui sont fonctionnels dans 21 districts. Parmi les principales activités du projet au cours de l'année écoulée figurent :

1. la formation dispensée à 750 collecteurs de déchets sur la sécurité et la santé au travail (SST) : un document a été élaboré concernant la sécurité et la santé des pré-collecteurs, en collaboration avec l'équipe du projet IGNIS. Le document fait partie d'une trousse de formation « Sécurité et santé au travail pour les pré-collecteurs » ;
2. une assurance-santé au bénéfice de 750 collecteurs de déchets : des formations ont été données aux membres de

l'association de collecteurs de déchets, sur les régimes d'assurance-santé à base communautaire. L'objectif de la formation était de familiariser les associations sur l'assurance-maladie, sur la manière dont un système d'assurance-santé à base communautaire fonctionne et comment des associations comme la leur peuvent se l'approprier. Elle a aussi permis de former les groupes d'entraide et de parvenir à un accord sur le montant des fonds communs et sur la manière d'obtenir d'autres types de ressources ;

3. la sensibilisation du public sur les systèmes de gestion durable des déchets par le biais de la télévision : le projet a été en mesure de diffuser deux programmes





de télévision « Meteyekew » (traduit comme « ma quête »), une émission de télévision d'une demi-heure basée sur des « messages vidéo » envoyés par des membres de la communauté, à propos de questions psychosociales et culturelles. Une autre utilisation des médias a été faite par le biais d'un film documentaire produit pour montrer les buts, les activités et les résultats du projet. Il a montré la manière dont les associations opèrent et a permis aux agents d'Enda et aux responsables du projet de s'exprimer sur l'organisation de leurs activités. Ce documentaire a été utilisé comme support de vulgarisation de l'initiative, en montrant la perception que les différentes parties prenantes ont des résultats et des perspectives pour le secteur des déchets à Addis-Abeba.

2. Approches intégrées pour répondre aux besoins énergétiques des ménages en milieu rural

Enda-Ethiopie a lancé, en 2014, cette importante initiative de développement

durable dont l'objectif est d'accroître l'accès à l'énergie renouvelable appropriée et aux technologies de l'efficacité énergétique (EET) dans les zones ciblées, et de renforcer les capacités des communautés concernées et des entreprises spécialisées dans les énergies renouvelables. Le projet a construit sept centres technologiques d'énergie renouvelable (RETC) dans deux districts cibles.

A terme, ces centres seront équipés d'installations de production, de matériels de moulage de briquettes (faites à partir des déchets) et d'équipements solaires. Ils seront dirigés par des micro et petites entreprises et vont offrir des services de production d'énergie renouvelable utilisant des matériaux locaux qui réduisent considérablement les coûts de l'installation de panneaux photovoltaïques, de la batterie et de chargement des téléphones mobiles et de maintenance des dispositifs. Chaque centre doit surveiller l'utilisation efficace des appareils, offrir des services de maintenance et avoir un rayon d'action de 20 km dans les zones rurales.

enda europe

Fondé en 1977 et basé à : Paris (France). [<http://www.enda-europe.org>]

Lieux d'intervention : France, Madagascar, Sénégal, Mali, Guinée, Colombie, Ethiopie, Vietnam.

Domaines d'intervention :

- appui technique aux entités d'Enda
- montage de projets et recherche de financements
- animation de réseaux sur le développement durable
- promotion de villes durables et inclusives
- promotion du droit à la mobilité des personnes
- participation citoyenne des migrants
- équité de genre et autonomisation des femmes

En 2014, Enda-Europe a poursuivi son appui technique et institutionnel à la réalisation de nombreuses initiatives à travers le monde sur la migration, le genre, le développement urbain, etc., parmi lesquelles, ces quelques exemples :

1. le projet *Lutter contre l'abandon scolaire des jeunes filles à Kédougou (Sénégal)* : l'action vise à lutter contre l'abandon scolaire et à renforcer l'accès à l'éducation des jeunes filles à Kédougou.

Né de la rencontre entre des initiatives citoyennes portées par l'association APECEK basée à Montreuil, deux organisations spécialisées dans l'éducation et la conduite de projets multi-pays et multi-partenaires (Enda-Europe), ce projet propose et met en œuvre des mesures concrètes, à valeur d'exemplarité, pour promouvoir une

scolarisation plus importante des jeunes filles en vue de compenser l'écart persistant entre filles et garçons. Parallèlement, nous menons des activités de sensibilisation, de formation et de concertation avec tous les acteurs sur les causes profondes de l'abandon et de l'échec scolaires des jeunes filles (mariage forcé, grossesses précoces, pratiques d'excision...).

2. L'action « Di & Di » pour encourager la diversité et lutter contre les discriminations sur le marché de l'emploi en France : les difficultés d'insertion sur le marché du travail de deux publics particuliers (jeunes diplômés immigrés et femmes migrantes peu qualifiées), représentatifs des migrations récentes, posent des défis spécifiques insuffisamment pris en charge. L'objectif du projet Di & Di est de proposer des





sessions pédagogiques aux jeunes diplômés, aux femmes peu qualifiées et aux acteurs de l'emploi ; et un accompagnement pour les tuteurs chargés ultérieurement d'animer les sessions auprès de ces publics : a) qui soient axées sur la valorisation et le renforcement des compétences en sensibilisant aux risques de discriminations liées à l'origine ethnique dans le parcours professionnel et l'accès à l'emploi; b) qui s'adressent à deux publics aux profils différents, jeunes diplômés et femmes peu ou pas qualifiées, qui ont en commun de ne pas avoir d'expérience professionnelle significative ; c) qui intègrent les acteurs de l'emploi (responsables RH et partenaires sociaux) engagés dans la promotion de la diversité sur le marché de l'emploi.

3. Le projet IWPAR (Informal Waste Pickers And Recyclers) : mis en place par Enda-Europe et ses autres partenaires d'Enda, ce projet cofinancé par la Commission européenne vise à promouvoir la protection et l'inclusion sociales des ramasseurs et recycleurs populaires de déchets en Colombie, en Ethiopie, à Madagascar et au Vietnam. Les « IWPAR » sont connus sous le nom de récupérateurs, ramasseurs, recycleurs,

chiffonniers, catadores, recicladores en Amérique latine, waste pickers dans les pays anglophones, etc.

Il s'agit de les sortir de la marginalité, de les sécuriser dans leurs conditions de travail, de renforcer leurs capacités organisationnelles, de les valoriser dans leur profession, et de leur donner accès à une protection sociale adéquate et durable. Ce projet a permis de réaliser des études sur les statuts, les conditions de travail et l'accès à la protection sociale des IWPAR, le renforcement des capacités des acteurs, la sensibilisation, la capitalisation de bonnes pratiques et des échanges d'expériences.

4. «Déchets & Citoyenneté» : la contribution de l'ESS à de nouvelles formes de prévention et de gestion des déchets en Île de France et à l'international : alors que les entreprises de l'économie « formelle » cherchent en priorité à faire de la gestion des déchets une source de profits, l'économie populaire, sociale et solidaire place l'humain au cœur de sa démarche, contribue au bien-être sociétal et environnemental et favorise la génération de revenus pour des populations marginalisées.

Les objectifs du projet, qui se situe dans le cadre du dispositif PICRI (Partenariats Institutions-Citoyens pour la Recherche et l'Innovation), consistent, entre autres, à rendre visible la contribution de tous les acteurs de l'ESS, quel que soit leur niveau d'organisation collective (formalisée ou non, multiplicité de statuts possibles), à des modèles alternatifs de prévention et de gestion des déchets en Île de France.

Les activités ont permis une analyse des modèles organisationnels et économiques de l'ESS en Île de France, la valorisation et l'analyse comparée des modèles d'inclusion élaborés au Sud, de connaître le rôle et l'impact des politiques publiques, en particulier dans la mise en place des filières REP, sur la place de l'ESS dans la gestion des déchets en Île de France, et de faire des recommandations pour promouvoir le partenariat et la participation aux réseaux ESS et déchets.

enda interarabe

Fondé en 1990 et basé à : Tunis (Tunisie). [<http://www.endarabe.org.tn>]

Lieux d'intervention : ville de Tunis et 77 agences sur tout le territoire de la Tunisie .

Domaines d'intervention :

- microfinance socialement responsable
- appui à la création de microentreprises
- inclusion financière des ménages marginalisés
- autonomisation financière des femmes et des jeunes

Malgré les répercussions économiques et sociales qu'a connues la Tunisie, depuis la révolution en janvier 2011, Enda-Interarabe a réussi à poursuivre sa mission d'inclusion financière, pour répondre à la demande croissante en microcrédit et apporter conseils et soutien aux micro-entrepreneurs. Depuis le lancement de ses activités de microcrédit en 1995, Enda-Interarabe a octroyé 1 700 000 microcrédits pour une valeur de 1 440 000 millions de dinars (soit 660 millions d'euros).

Son portefeuille (l'argent entre les mains des microentrepreneurs sous forme de microcrédit) a atteint 270 millions de dinars (soit 125 millions d'euros) en fin 2014. Enda-Interarabe a également intensifié ses actions non financières en faveur des microentrepreneurs en leur offrant des services d'accompagnement et d'encadrement adaptés à leurs besoins, afin de renforcer leur autonomie, stimuler leur compétitivité et augmenter les chances de succès de leurs projets.

1. Mobile Banking : Enda-Interarabe poursuit sa stratégie de développement et de proximité avec ses clients grâce à la mise en place d'une solution de paiements mobiles. Désormais, les clients peuvent effectuer des opérations de remboursement à distance, par le biais des téléphones mobiles, sans avoir besoin de se déplacer. Ce service innovant est conçu principalement pour mieux satisfaire les microentrepreneurs vivant dans des zones rurales reculées (40 % des clients Enda sont situés en zone rurale).

Ainsi, ils gagneront le coût du déplacement et surtout un temps précieux. Le nombre des clients abonnés à ce nouveau service a dépassé 2 300 et plus de 4 500 opérations de remboursement via le téléphone mobile ont été effectuées depuis le lancement du mobile banking, en juin 2013, dans 3 sites pilotes. Son déploiement plus large est prévu au cours de 2015.

2. Le programme « Aflatoun » : il s'agit d'une initiative internationale dans le secteur de l'éducation sociale et financière des enfants. Son objectif est de leur apporter des concepts de finance et de gestion de base, tout en leur inculquant une connaissance précise de leurs droits et devoirs sociaux. Le programme Aflatoun a touché plus d'un million d'enfants âgés entre 6 et 18 ans dans près de 100 pays dans le monde. Le premier programme Aflatoun en Tunisie a été lancé en novembre 2013, en collaboration avec Enda-Interarabe. Plus de 150 élèves âgés de 10 à 11 ans, dans cinq écoles à travers le pays, ont jusqu'ici bénéficié de ce programme.

3. Financement de la petite agriculture : Enda-Interarabe assure le financement de la petite agriculture via les microcrédits, spécifiquement agricoles « Méchia » et « Mawsem ». L'année 2014 a connu une forte croissance des montants accordés à travers ces deux produits, avec un montant total de 17 millions de dinars tunisiens (soit 7 790 000 d'euros) représentant une croissance de 90 % par rapport à 2013. L'agriculture n'exclut pas les projets innovants qu'Enda vise à réaliser, tel que le «micro-equity», un nouveau service dédié dans un premier temps aux éleveurs bovins laitiers. Il s'agit d'un investissement partagé qui permettra aux éleveurs l'acquisition directe de génisses de race pure auprès de centres agréés. Cet investissement s'inscrit dans un projet pilote initié par la Société financière internationale (SFI), partenaire d'Enda-Interarabe, qui vise à rehausser la qualité et la quantité de lait produit.

4. Le Projet genre : l'approche genre est un axe important de la mission sociale d'Enda-Interarabe pour la promotion et l'émancipation de la femme. Enda-Interarabe encourage la participation active des femmes microentrepreneures au développement de la Tunisie, grâce à l'octroi de microcrédits, et œuvre en faveur de l'égalité entre hommes et femmes.



Cet engagement s'est vu renforcé par le lancement, en octobre 2014, du premier atelier du projet « Genre, générations et cohésion sociale ». Financé par le Fonds de solidarité prioritaire (FSP) du ministère français des Affaires étrangères, ce projet, d'un montant de 117 000 euros sur 18 mois (jusqu'à septembre 2015), vise à promouvoir l'accès des femmes à l'emploi et à l'entrepreneuriat, en milieu rural

ou périurbain. Enda-Interarabe a été retenu pour mettre en œuvre le volet tunisien du FSP, avec la participation de douze associations tunisiennes sélectionnées par appel à candidature, dans l'objectif de renforcer leurs capacités en matière d'accompagnement économique des femmes et de lutte contre les discriminations de genre.



enda madagascar (ex Enda-Océan Indien)

Fondé en 1996 et basé à : Antananarivo (Madagascar). [<http://www.iwpar.org/enda-ocean-indien.html>]

Lieux d'intervention : villes d'Antananarivo et de Mahajanga, et zones rurales aux alentours d'Antananarivo.

Domaines d'intervention :

- insertion des jeunes en situation difficile
- formation des acteurs sociaux
- promotion de l'habitat social
- assainissement des quartiers défavorisés
- lutte contre la violence conjugale



Enda-Madagascar met en œuvre actuellement neuf initiatives majeures, relatives à l'assainissement (4 projets), l'habitat (1 projet), l'éducation (3 projets) et le genre (1 projet), dont certaines sont ici présentées :

1. Programme d'éducation alternative :

l'initiative s'est signalée, en 2014, par la fermeture d'un centre situé dans le quartier d'Andavamamba et la construction d'un nouveau centre. La maison des jeunes (MDJ) à Andavamamba, l'un des 3 centres du Programme d'éducation alternative, a vu le jour au mois d'août 2007 pour accueillir des jeunes déscolarisés des quartiers environnants. La fin des contrats de financement de l'Union européenne et de l'AFD a entraîné sa fermeture en début d'année.

Mais un financement obtenu auprès du Lions Club a permis, en partenariat avec le cabinet Othmar Dodel, la Fondation

Holcim et d'autres donateurs, d'avancer dans la construction, à Antananarivo, d'un nouveau centre sur un terrain appartenant à Enda-Madagascar.

2. Lutte contre la violence conjugale :

ce projet a été marqué par l'approfondissement de l'engagement et l'ouverture d'un centre d'hébergement. Le centre d'hébergement «Akany Tsaramonina» a ouvert ses portes officiellement le 12 septembre 2014, avec pour objectif d'accueillir temporairement les femmes victimes de violence conjugale et leurs enfants. Pendant leur séjour au centre, les femmes et leurs enfants bénéficient d'un accompagnement psychosocial et sont également accompagnées en vue d'une réinsertion sociale, professionnelle et économique. A Mahajanga, avec l'ouverture d'une cellule d'écoute des victimes de violences conjugales, en septembre



2014, l'équipe Action prévention contre les violences conjugales et intrafamiliales (APVCI) a pu renforcer son action. Elle parvient ainsi à accueillir et accompagner les victimes, sensibiliser et aider les jeunes d'ATAMI dans la réalisation de leurs projets de vie, organiser des campagnes de sensibilisation pour informer la population sur les droits des femmes et pour assurer la visibilité de la cellule d'écoute. Les femmes violentées disposent aujourd'hui d'un nouvel espace d'écoute et d'accueil pour les accompagner dans leurs démarches.

3. **La mise à l'honneur des travailleurs de déchets de la commune** : un évènement dénommé «Semaine des travailleurs de déchets» a été organisé du 21 au 24 Octobre 2014 et a permis de faire connaître aux habitants de la capitale les comités de précollecte de déchets et les organisations de travailleurs de déchets ; de sensibiliser le grand public sur l'hygiène et la propreté et le métier de travailleurs de déchets ; de renforcer les activités de nettoyage et d'organiser une rencontre entre tous les acteurs du secteur Assainissement.
4. **Un nouveau partenariat avec Wateraid pour une intervention dans le Fiftama sur l'assainissement liquide** : il s'agit d'un vaste projet d'approvisionnement en eau potable, de promotion de l'assainissement et de l'hygiène, qui a été mis en œuvre dans 9 communes rurales de la périphérie d'Antananarivo. L'ambition de ce vaste programme est d'améliorer l'accès à l'assainissement de 4 500 personnes et de diffuser des messages sur l'hygiène à 7 500 auditeurs.

5. **Hôtel école : remise des diplômes de la première promotion** : le 1er novembre 2014, l'Hôtel Ecole Enda a procédé à la cérémonie de remise officielle des diplômes de sa première promotion sortante, en présence du représentant du ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle (METFP), des professionnels du secteur et des bailleurs du projet. Sous le regard rempli de fierté de leurs parents et de leurs éducateurs, les élèves ont reçu leur Certificat de Qualification professionnelle (CQP) qui leur ouvre de vraies perspectives de carrière dans le secteur de l'hôtellerie.

6. **Assainissement à Mahajanga ou la poursuite du partenariat avec Madacompost** : en 2014, le partenariat amorcé l'année précédente avec l'entreprise Madacompost, qui propose des briques créées à partir de sachets plastiques usagés, s'est poursuivi. L'utilisation de ces briques pour la construction des latrines participe au cercle vertueux de gestion des déchets plastiques. Afin de limiter l'empreinte écologique de l'action humaine, un accord a été passé avec la Commune urbaine de Mahajanga (CUM) grâce auquel le transport des déchets ménagers est assuré par ses camions jusqu'à la décharge de Madacompost.

Le trajet du retour permet ainsi de transporter les briques plastiques jusqu'aux domiciles des bénéficiaires des latrines, ce qui optimise durablement la valorisation des sachets plastiques, grâce à l'intervention de ces trois acteurs : Madacompost, la CUM et Enda-Madagascar.

enda maghreb

Fondé en 1990 et basé à : Rabat (Maroc). [<http://www.enda.org.ma>]

Lieux d'intervention : Rabat, Essaouira, Agadir, Missour, communes rurales et territoires du Rif marocain.

Domaines d'intervention :

- lutte contre la pauvreté en milieu urbain
- économie inclusive et insertion sociale
- gestion alternative et valorisation des déchets
- éducation et sensibilisation à la préservation de l'environnement
- développement rural intégré et gestion durable des ressources naturelles

Dans la ligne de sa mission en faveur du développement durable dans les centres urbains et les zones rurales marocaines, Enda-Maghreb met en œuvre plusieurs projets de développement à travers le Maroc et participe également, avec d'autres partenaires, à plusieurs projets à caractère régional au Maghreb.

1. Projet de mise en œuvre d'une gestion intercommunale des déchets solides municipaux des communes de Missour et Outat El Haj : la mise en place de systèmes de gestion intégrée et durable des déchets solides municipaux à l'échelle de petites et moyennes collectivités. Concrètement, ce champ d'action se traduit par l'appui à la création et à la mise en place de dispositifs alternatifs de traitement qui, tout en apportant une réponse adaptée au problème de la mise en décharge sauvage et de la prolifération des points noirs, offrent un terrain particulièrement propice au développement des filières de recyclage des matières non organiques (papier, carton, verre, etc.) et de valorisation de la fraction organique de ces déchets. Plusieurs communes au Maroc ont été concernées par la mise en place de ces dispositifs. Dans un esprit d'évolution, le présent projet a été initié dans le but de mettre en place, dans le contexte d'une expérience pilote et innovante au Maroc, une gestion intercommunale des déchets solides municipaux, en associant, de manière complémentaire, les communes de Missour et Outat El Haj. Les activités réalisées ont consisté, dans un premier volet, à organiser le transfert des déchets d'Outat El Haj vers le Centre de co-traitement à travers l'aménagement d'un centre de transfert des déchets, et à réaménager et renforcer les capacités du centre de co-traitement des déchets de Missour en vue de faire face au gisement attendu.

Dans un second volet, Enda-Maghreb a tenu à accompagner et encadrer la gestion intercommunale des déchets solides municipaux des communes de Missour et Outat El Haj. Afin de garantir la réussite de l'expérience menée dans ces deux communes, Enda-Maghreb a su, d'abord, donner un appui à la planification des opérations facilitatrices d'une gestion intercommunale, comme la redéfinition concertée des schémas de collecte, la planification collective et coordonnée des moyens, et la mise en place d'une commission technique intercommunale de planification. Ensuite, il a fallu procéder au renforcement des capacités de gestion, avec la définition des modalités de fonctionnement d'une gestion intercommunale, l'élaboration d'un cahier des charges et d'une convention pour la gestion du centre, ainsi que la création et l'encadrement d'une instance de pilotage.

2. Projet d'appui à l'impulsion d'une dynamique de développement local à travers la sensibilisation et la mobilisation des communautés locales autour des objectifs de préservation du patrimoine écologique de la région de Sous Massa : l'initiative veut contribuer à une gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles et à l'amélioration du cadre de vie des populations. Il s'agit de faire du citoyen, notamment les élèves, des consommateurs responsables de l'intégrité et de la viabilité de leur environnement et d'encourager l'adoption de nouvelles attitudes en faveur de la préservation du patrimoine écologique local. Afin de concrétiser cet objectif, le présent projet a adopté une démarche qui a emprunté trois voies complémentaires : 1) un travail d'éducation, de sensibilisation et de communication axé sur le patrimoine écologique à protéger, qui s'est aussi



traduit par une enquête environnementale pour dresser un diagnostic de terrain, et la création de clubs d'environnement au sein des écoles de la région ; 2) l'opérationnalisation, en tenant compte des spécificités régionales, des orientations de la Stratégie nationale d'Education et de sensibilisation à l'environnement élaborée par Enda Maghreb au niveau national ; 3)

le renforcement des capacités des acteurs locaux, qui a consisté en l'organisation de formations spécifiques au profit des membres des clubs, l'élaboration d'un guide de l'animateur/instituteur sur l'éducation à l'environnement, et l'organisation d'ateliers de formation et d'animation au profit des associations locales, des autorités locales et des guides de la nature.



enda mali

Fondé en 1995 et basé à : Bamako (Mali). [<http://www.endamali.org>]

Lieux d'intervention : Bamako, Kayes, Ségou, Sikasso, Mopti, Gao, Tombouctou, Kidal.

Domaines d'intervention :

- appui aux enfants et jeunes en difficulté
- autonomisation des femmes
- défense des droits des jeunes filles
- promotion des initiatives de santé communautaire
- contribution aux efforts de paix et de cohésion sociale

Les actions d'Enda-Mali visant à contribuer à la résolution des problèmes endurés par les populations maliennes, liés à la crise alimentaire et sécuritaire que le Mali traverse actuellement, ont continué à connaître de nouveaux développements en 2014. Ainsi, à travers différents projets/programmes, Enda a renforcé son soutien à ces populations vulnérables, notamment celles des régions du nord du Mali, pendant ces périodes difficiles.

1. Renforcement de la résilience des populations victimes d'insécurité alimentaire dans 30 communes rurales des régions de Ségou, Mopti, Gao, Tombouctou et Kidal « SECUAL » : le projet veut contribuer à la réduction de l'insécurité alimentaire dans 30 communes des régions de Kidal, Gao, Tombouctou, Mopti, Ségou du Mali, et porte sur la réalisation d'infrastructures d'intérêt communautaire et le renforcement des capacités de résilience des communautés. L'initiative a suscité beaucoup d'enthousiasme autant chez les autorités locales que chez les bénéficiaires.

D'avril 2014 à janvier 2015, plusieurs travaux d'intérêt communautaire, utilisant la stratégie du CFW (travail contre argent), allant des aménagements de périmètres irrigués villageois, de parcs à bétail, d'assainissement (curage de caniveaux), de fixation de dunes de sable, de réalisation de petits barrages de retenue d'eau, de travaux de réhabilitation d'écoles, etc., ont été réalisés. En outre, plus de 700 millions de FCFA ont été distribués à plus de 11 000 travailleurs recrutés au sein des ménages les plus vulnérables. Les sommes ainsi distribuées ont notamment permis aux ménages bénéficiaires de se ravitailler en produits de première nécessité (riz, mil, sorgho, maïs, etc.), sur les marchés locaux et de mieux préparer la campagne agricole 2014-2015 à travers l'achat d'intrants, de matériels et de semences.

2. Dialogue communautaire pour la réconciliation sociale et l'insertion des enfants soldats ou victimes de la guerre dans les régions nord du Mali « YAAFA TO » :





l'initiative s'inscrit dans la politique nationale du gouvernement malien qui veut amener les différentes communautés vivant dans les régions nord du pays, profondément affectées par la crise politico-sécuritaire, à une même table de dialogue et de pardon, afin d'aboutir à une réconciliation définitive. Le projet est mis en œuvre dans 42 communes des régions de Gao, Kidal, Tombouctou et Mopti, avec comme objectif, d'assurer le retour de la paix, la stabilité et la cohésion sociale entre les différentes communautés, pour un développement durable des régions nord du Mali. Les différentes actions ont porté sur la mobilisation et la sensibilisation des communautés à travers l'organisation de fora et concertations, la formation et l'accompagnement des structures et communicateurs traditionnels, les groupes de paroles en milieu jeunes et femmes, les prêches publics sur la paix et la réconciliation.W

Toutes ces actions ont été réalisées en partenariat avec les commissions communales de réconciliation dont la mise en place et le fonctionnement furent facilités par le projet. L'implication de toutes les sensibilités des communes d'intervention, le retour massif des déplacés internes, l'amorce d'un retour des réfugiés dans certaines localités, l'acceptation de ces derniers par ceux qui sont restés sur place, malgré quelques sentiments de méfiance, l'adhésion et l'intérêt portés par les autorités communales au projet, l'intervention d'autres ONG dans la réconciliation sont, entre autres, autant de signaux de changements visibles.

3. Actions d'éducation et de protection des enfants talibés dans dix communes urbaines du Mali « FAABA TALIBE » :

l'initiative vise à améliorer la disponibilité et la qualité de l'éducation en développant l'accès au savoir et aux compétences, en particulier pour les enfants talibés ; mais aussi la réduction des inégalités, en assurant la protection des talibés contre les violences et autres formes d'exploitation. En 2014, FAABA TALIBE a posé plusieurs actions concrètes en termes d'appuis directs, de sensibilisation/formation et de mobilisation des différents acteurs étatiques et non étatiques pour l'amélioration de l'accès et la qualité de l'éducation pour les enfants talibés et de parents indigents. Ainsi, le projet a réussi à concrétiser l'expérimentation des écoles coraniques communautaires pilotes avec un enseignement du programme officiel de l'éducation primaire, dans les zones d'intervention du projet. Cette activité a été considérée comme un succès par les maîtres coraniques, les parents et les autorités de l'éducation, et s'est aussi traduite par la construction et l'équipement des salles de classe dans les écoles coraniques pilotes.

Le renforcement de compétence des enseignants et des maîtres coraniques est une stratégie qui a favorisé une formation de qualité dans les écoles pilotes et les centres coraniques naguère assujettis à une multitude de méthodes d'enseignement. L'ensemble des participants ont finalement été dotés de cahiers de participants pour leur faciliter la réplique des compétences acquises.

enda siddhi bombay

Fondé en 1992 et basé à : Bombay (Inde). [<http://endatiersmonde.org>]

Lieux d'intervention : districts de Ratnagiri et de Sindhudurg, dans l'Etat de Maharashtra en Inde.

Domaines d'intervention :

- agriculture biologique et développement rural
- appui à la création de microentreprises rurales
- recyclage des déchets et fabrication d'engrais bio
- appui aux mouvements et associations de femmes

Enda-Siddhi Bombay a consacré de nombreux efforts, en 2014, dans l'encadrement des producteurs ruraux des districts de Ratnagiri et Sindhudurg. En Inde, Enda fait la promotion des pratiques agroécologiques, par le biais du renforcement des fédérations paysannes actives dans l'Etat de Maharashtra, et fortement engagées dans l'agriculture biologique. Un accompagnement institutionnel et technique qui a pour principales cibles les groupements de femmes productrices, durement frappées par les effets pervers de la globalisation et des politiques du gouvernement fédéral en matière d'agriculture.

1. La création de filières d'agriculture biologique allant de la lombriculture et la fabrication d'engrais organiques, à la production de riz et de fruits tropicaux :

dans le contexte indien, l'intégration forcée des agriculteurs indépendants dans les marchés émergents conduit le plus clair du temps à leur transformation en simples ouvriers agricoles au service de grandes entreprises agricoles, ce qui ne leur offre aucune perspective de développement économique et social, ni individuellement ni pour leurs communautés. Une situation véritablement préoccupante qu'Enda-Siddhi Bombay et les fédérations d'associations de producteurs agricoles ont décidé de combattre.

Les principes moraux et les techniques culturelles de l'agroécologie, promus par Enda-Siddhi Bombay, dans le district de Ratnagiri, trouvent également leur justification dans la situation d'extrême pauvreté qui sévit dans les campagnes et qui fait que le recours aux pesticides chimiques constitue un très grand danger au plan sanitaire et environnemental, et occasionne une grande fragilité due à la dépendance économique et financière créée chez les petits producteurs. C'est pourquoi Enda-Siddhi Bombay et ses partenaires, qui représentent plus de 12 000 producteurs-

trices de fruits (mangues, noix de coco, etc.), d'épices (poivre) et de céréales (riz), et plus de 500 producteurs-trices de semences, de pépinières, de fertilisants et autres pesticides organiques, regroupés au sein d'organisations structurées, ont fini par constituer un vaste réseau comptant plusieurs équipes de recherche-action, plus d'une dizaine de centres de recherche agronomique, des agences de certification biologique, des laboratoires d'analyse et de contrôle, des services de développement agricole et six banques spécialisées dans le financement des activités agricoles.

2. La gestion forestière orientée vers la plantation et la valorisation du bois de chauffe et des essences médicinales:

dans l'Etat de Maharashtra, la gestion forestière promue par Enda-Siddhi Bombay a enregistré des avancées significatives qui se sont traduites par de nombreux efforts de protection des sols. Cette action demande, de la part des acteurs, un investissement constant et soutenu dans la reforestation, qui permet de faire une jonction avec les techniques agroécologiques, dans la mesure où les essences sont sélectionnées en fonction de leur utilité sociale. Cela se manifeste, d'une part, dans les pratiques médicinales traditionnelles de l'Ayurvedic, et d'autre part, dans l'utilisation de la biomasse à des fins énergétiques, car le bois de chauffe est le principal combustible utilisé par les ménages ruraux. Le mode opératoire est identique à celui utilisé dans l'agriculture biologique et s'emploie à créer des filières viables, qui vont de la spécialisation de certaines catégories de producteurs dans la réalisation de pépinières, à la valorisation des ressources forestières, sans compter les nombreuses campagnes de reforestation qui peuvent mobiliser des centaines de jeunes engagés sur le mode du volontariat dans la culture de milliers de plants d'essences sélectionnées.

Par ailleurs, ce qui rend l'approche d'Enda-Siddhi Bombay particulièrement innovante, c'est que les producteurs partenaires sont de petits exploitants, travaillant sur des surfaces aux sols particulièrement pauvres, parce que rendues impropres à l'agriculture par de mauvaises pratiques culturales et écologiques, et que ces initiatives transforment en nouvelles aires forestières.

C'est ainsi que plus de 800 petits exploitants ont pu trouver en Enda-Siddhi Bombay un partenaire averti et vigilant, qui leur

a donné d'intéressantes perspectives socioéconomiques par le truchement de l'agroforesterie biologique et des méthodes agrochimiques conventionnelles.

D'ailleurs, ces trois dernières années, un groupe de vingt-huit exploitants a inauguré le concept d'« éco-agro-tourisme », dans la ligne d'une nouvelle activité rémunératrice particulièrement attractive pour les touristes étrangers et les étudiants des centres urbains, qui font régulièrement des sorties pédagogiques.



enda vietnam

Fondé en 1993 et basé à : Hô-Chi-Minh-Ville (Vietnam). [<http://www.iwpar.org/enda-vietnam.html>]

Lieux d'intervention : villes de Hanoï, Da Nang, Quy Nhon, Ho-Chi-Minh-Ville et provinces de Ha Tinh et Kon Tum.

Domaines d'intervention :

- aide à la relocalisation et action contre l'habitat précaire
- appui à la modernisation des infrastructures communautaires
- encadrement et capacitation des récupérateurs et recycleurs de déchets
- influence sur les politiques de logement en faveur des groupes vulnérables

Enda-Vietnam a pour principales cibles les communautés défavorisées vivant dans les villes vietnamiennes, y compris les populations de migrants venues des campagnes, en mettant l'accent sur les stratégies de développement communautaire, l'assainissement des taudis et des bidonvilles, la gestion communautaire des déchets solides municipaux, la sensibilisation environnementale, l'accès au logement pour les personnes à faibles revenus, le réseautage à l'échelle des collectivités urbaines dans les villes de Hanoï, Da Nang, Quy Nhon, Hô Chi Minh Ville et les provinces de Ha Tinh et Kon Tum.

- 1. La création du Fonds de crédit communautaire et le renforcement du réseau de sécurité sociale à base communautaire :** il s'agit d'activités significatives qui ont eu un impact positif sur l'ensemble des communautés concernées, grâce notamment aux efforts consentis par les personnes engagées dans le processus de formation aux principes de gestion de base, à la maîtrise des mécanismes d'épargne et d'entraide, et à la mise à disposition d'un fonds de crédit communautaire.
- 2. La modernisation de l'infrastructure communautaire :** Enda-Vietnam a constaté que la priorité pour les communautés défavorisées était qu'on les aide à construire et entretenir des équipements d'assainissement adaptés à leur environnement et à leurs besoins. Ces activités ont été fortement appréciées et soutenues par l'ensemble des communautés vivant dans les lieux d'intervention du projet, qui y ont vu un moyen d'améliorer leur cadre de vie et de minimiser l'impact des affections liées à l'insalubrité, notamment sur les enfants.
- 3. Appui juridique et aide financière pour l'accès des plus démunis au logement :** Enda-Vietnam a tenté d'expérimenter, au



cours de ces dernières années, différentes stratégies destinées à faciliter l'accès des couches les plus défavorisées de la population vietnamienne au logement. Plus spécifiquement, la problématique consiste à aider à la relocalisation de populations déguerpies, victimes de l'urbanisation galopante, mais aussi à appuyer les nouveaux arrivants en provenance des zones rurales, dans leurs efforts pour trouver un habitat qui ne soit ni précaire ni insalubre.

4. Soutien et plaidoyer pour les systèmes de gestion des déchets solides durables en zone urbaine : le *Projet pro-pauvres de gestion durable des déchets solides dans les villes secondaires et les petites villes*, financé par la CESAP, qui avait été mis en œuvre dans la ville de Quy Nhon, comme activité pilote depuis 2005, a été répliqué dans les autres localités, à partir de 2012. Il est axé sur la collecte, le tri et le traitement des déchets solides urbains et met l'accent sur le fait de recycler les déchets pour produire du compost. Cela permet alors de réduire les coûts de transport par la baisse drastique du volume de déchets municipaux, et de contribuer sensiblement

à une réduction significative de la surcharge des décharges de la ville.

À Hồ Chí Minh Ville, le projet *Vers l'inclusion sociale et la protection des collecteurs de déchets et des recycleurs informels (IWPAR)* a été mis en œuvre de 2011 à fin 2013, avec le soutien de la Commission européenne. L'objectif visé par Enda-Vietnam à travers ce projet transversal regroupant les synergies de plusieurs entités d'Enda, était de renforcer les capacités des acteurs locaux, afin de fournir un soutien direct aux collecteurs de déchets indépendants et de mener un plaidoyer en leur faveur pour de meilleures conditions de travail et un accès aux services sociaux de base. Dans les deux projets, le tri des déchets et l'application du principe des 3R (réduire - recycler - réutiliser) sont considérés comme des activités stratégiques destinées à faciliter durablement l'atteinte des objectifs du projet. L'idée est de mettre en place un réseau d'IWPAR au Vietnam, afin de pouvoir renforcer leur voix et les transformer en professionnels de la collecte et du recyclage des déchets, socialement et officiellement reconnus comme tels.



enda cacid

(Centre africain pour le commerce l'intégration et le développement)

Fondé en 2012 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://www.endacacid.org>]

Lieux d'intervention : l'ensemble des pays de la CEDEAO.

Domaines d'intervention :

- promotion du dialogue politique multiacteurs
- renforcement des capacités de la société civile africaine
- promotion du commerce intrarégional et de l'intégration africaine
- recherches, analyse et plaidoyer sur les négociations commerciales

Après seulement trois ans d'existence, Enda-Cacid est devenu un *Think Tank* de la société civile, incontournable dans l'espace CEDEAO et le reste du continent, agissant sur les mécanismes de la gouvernance politique et économique au triple niveau national, régional et international, pour libérer des espaces de participation de la société civile à l'élaboration des règles et des politiques. Il appuie aujourd'hui les gouvernements et les institutions régionales dans la mise en œuvre de politiques cohérentes et articulées aux besoins et réalités régionales, dans les domaines du commerce, de l'agriculture, de l'industrie, des finances et du développement durable. Deux des nombreuses initiatives d'Enda-Cacid sont particulièrement emblématiques de son action :

1. Intégration et commerce intrarégional en Afrique : ce programme vise à contribuer à la levée des barrières tarifaires entre les

Etats de la région et à supprimer les entraves à la libre circulation des biens et des personnes. L'Afrique de l'Ouest est en effet marquée par de nombreux goulots d'étranglement qui freinent le développement des échanges communautaires.

En mettant en place ce programme dans le contexte actuel de négociation d'un accord de libre-échange avec la Commission européenne, Enda-Cacid souhaite développer des instruments de plaidoyer pour à la fois rechercher les alternatives à l'APE et au libre-échange de façon générale, et renforcer les échanges et les marchés locaux dans le cadre de l'intégration régionale.

Les résultats encourageants enregistrés en 2014 concourent à la réalisation des buts visés par Enda-Cacid, qui sont que :





- 1) les obstacles administratifs, institutionnels, juridiques et sociaux à la libre circulation des biens et des personnes soient identifiés et éliminés progressivement ;
- 2) la région fasse des avancées mesurables vers la création d'une région sans frontières (vision CEDEAO 2020) ;
- 3) la société civile s'implique davantage dans les actions et plaider pour le renforcement des échanges intra-communautaires ;
- 4) des personnes soient formées pour sensibiliser sur ces questions ;
- 5) les études et analyses appropriées soient menées sur les secteurs importants du commerce intra-régional ;
- 6) un suivi de l'évolution du commerce intra-communautaire soit effectué à travers la production d'un rapport annuel sur le commerce en Afrique.

2. Mondialisation, marchés émergents et commerce Sud-Sud :

à travers ce programme, Enda-Cacid compte poursuivre une série d'objectifs dont les plus importants sont : 1) de suivre, décrypter et analyser l'évolution des nouveaux acteurs économiques et commerciaux et déterminer leur impact sur l'Afrique de l'Ouest ; 2) identifier les créneaux commerciaux, économiques et de coopération entre ces acteurs et les pays d'Afrique de l'Ouest ; 3) porter le plaidoyer régional pour le renforcement des alliances stratégiques avec ces acteurs ; 4) renforcer le dialogue

politique avec les Etats et avec les institutions régionales ; 5) identifier et mettre en relation les acteurs intéressés par cette question et mettre en place un réseau régional de plaidoyer sur les échanges Sud-Sud.

Les jalons décisifs posés en 2014 et les résultats encourageants à l'avenant contribuent de façon décisive à la réalisation des buts visés par Enda-Cacid, qui sont que :

- 1) les Etats, les institutions régionales ainsi que la société civile d'Afrique de l'Ouest soient parfaitement conscients de la force des mutations qui s'opèrent et soient sensibilisés sur les enjeux liés à l'émergence de nouvelles puissances économiques et commerciales sur le marché et la scène internationaux ;
- 2) le débat reste ouvert et la réflexion entamée sur les opportunités et risques liés à cette émergence ;
- 3) la société civile amorce le dialogue politique avec les gouvernements et les institutions régionales sur les meilleures stratégies pour faire face à cette situation et en tirer le meilleur profit économique et politique ;
- 4) l'Afrique de l'Ouest parle d'une voix commune face à ces nouvelles puissances émergentes ;
- 5) l'Afrique de l'Ouest tire les leçons de sa coopération commerciale traditionnelle avec l'Europe et décide de les utiliser pour faire les meilleurs choix de positions face aux nouvelles puissances économiques.

enda diapol

(Prospectives dialogues politiques)

Fondé en 1999 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://www.endadiapol.org>]

Lieux d'intervention : l'ensemble des pays de la CEDEAO.

Domaines d'intervention :

- lobbying, plaidoyer et dialogue politique
- études sur les stratégies d'éducation alternative
- intégration africaine et de la coopération transfrontalière
- recherche et prospectives sur migrations & développement



Les activités d'Enda-Diapol sont menées à travers trois principales thématiques : 1) la **coopération transfrontalière et l'intégration régionale** par et avec les peuples ; 2) **migration, développement et droits humains** pour une cohérence des politiques publiques ; 3) **gouvernance politique, citoyenneté et cohésion sociale** pour contribuer à la participation effective, efficace et crédible de tous les acteurs de la société dans les processus de démocratisation.

1. Etude sur les Migrations Afrique-Europe (MAFE) : MAFE est un programme de recherche, mené en partenariat entre des instituts de recherche et la société civile, au Sud et au Nord : ce programme de recherche a impliqué principalement l'Institut national d'études démographiques (INED-France), l'IPDSR (UCAD-Sénégal), le Comité de suivi du symposium des Sénégalais de l'extérieur (CSSSE - un réseau de ressortissants sénégalais) et Enda-Diapol. L'étude MAFE a permis de collecter des données qui ont favorisé l'élaboration de statistiques et d'analyses scientifiques, afin de contribuer au débat public sur les politiques migratoires, aussi bien au Sénégal que dans les pays européens (France, Espagne

et Italie). L'étude MAFE a également permis d'apporter des éclairages sur les parcours d'individus, migrants ou non, et particulièrement l'analyse des déterminants de la migration de retour et de la circulation, ainsi que sur le rôle des migrants dans les transformations urbaines à partir de l'exemple de Dakar : investissements immobiliers, meilleur confort des ménages, création d'entreprises, etc.

2. Les migrants de retour au Sénégal mieux formés dans l'élaboration et la gestion de projets : l'insertion et la réinsertion des migrants de retour est l'objectif premier des Centres d'accueil et d'accompagnement pour la réinsertion et d'insertion des migrants de retour (CARIMA). Le projet CARIMA a mis en avant une politique qui vise à accompagner les migrants dans leur insertion économique en leur octroyant des financements et en encadrant leurs activités par le biais de la formation et du renforcement de capacités en gestion et management de projet. En termes d'activités ponctuelles, des ateliers de renforcement de capacités ont été réalisés en gestion et en management de projets en faveur des migrants de retour porteurs de projets, ainsi

que des sessions de formation organisées dans les localités cibles, à savoir Dakar, Louga et Ziguinchor. Par ailleurs, les bénéficiaires des projets ont été formés en gestion financière, management des PME/PMI, hygiène et sécurité au travail. Le projet avait prévu de former 100 bénéficiaires, mais vu l'importance de la demande, plus de 150 personnes formées sont venues s'y ajouter.

3. Capacitation des femmes et des jeunes, candidats aux élections législatives et locales du Sénégal : parmi les nombreux obstacles qui limitent la participation politique des femmes et des jeunes adultes (filles et garçons de 18 à 35 ans) au niveau des instances de décision à diverses échelles, se trouvent en bonne place le faible niveau d'instruction et de scolarisation, les faiblesses en matière de leadership et de communication publique et politique, la méconnaissance des textes et des lois. Enda-Diapol s'est engagé dans le renforcement de capacités et la formation des acteurs et c'est dans cette optique que s'inscrit la formation de 50 femmes candidates aux élections législatives de 2012 et de 200 jeunes et femmes candidats durant les élections locales de 2014 au Sénégal. En 2014, à la faveur du projet *Participation politique des jeunes et des femmes aux élections locales (2014)*, financé par Oxfam GB, ce sont au total 200

jeunes et femmes candidats aux élections locales de 2014 qui ont été formés dans les régions de Kédougou, de Kolda, de Matam et de Tambacounda.

4. Des leaders d'OLZT outillés en instruments et techniques de règlement de conflits locaux transfrontaliers : Enda-Diapol a poursuivi la mise en œuvre du projet de *Renforcement des capacités locales dans le domaine de la prévention des conflits et de la construction de la paix dans les zones frontalières de la Ségambie méridionale*, en partenariat avec Afrique Enjeux (AFEX) et l'Agence autrichienne de développement (ADA). La session de formation des membres des organisations locales des zones transfrontalières (OLZT), qui s'est tenue à Sao Domingos (Guinée-Bissau), sur les instruments et techniques de règlement des conflits, a réuni 40 leaders d'OLZT, avec pour objectif d'outiller et/ou de renforcer les connaissances des membres représentant des OLZT de l'axe Sénégal – Guinée-Bissau. Un premier module a porté sur la compréhension des conflits. Un deuxième, sur la construction des communautés et des sociétés stables et pacifiques.

Un troisième, sur la mise en pratique des enseignements et des expériences tirés des partenaires dans leur engagement en faveur de la paix et de la réconciliation.



enda eau-populaire

Fondé en 1994 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://enda-eau.org>]

Lieux d'intervention : Régions de Dakar, Louga, Saint-Louis, Fatick, Sédhiou et Kolda au Sénégal.

Domaines d'intervention :

- adduction d'eau potable en milieu urbain et rural
- interventions dans le domaine de l'assainissement
- réalisation de réseaux et d'infrastructures hydrauliques
- santé communautaire et lutte contre les maladies liées à l'eau

Enda-Eau Populaire se veut un programme de proximité destiné aux populations les plus démunies du Sénégal. Il ne se substitue pas au plan directeur des sociétés nationales de fourniture d'eau, d'assainissement et des directions nationales de l'hydraulique, mais il vient compléter le volet destiné aux populations à faible revenu. Il apporte aux sociétés de fourniture d'eau et d'assainissement ses compétences particulières : travailler en collaboration directe avec les populations défavorisées. Les initiatives réalisées, en 2014, par Enda-Eau Populaire sont :

1. Initiative d'amélioration des conditions d'accès à l'eau potable de Tanaff (2014) :

ce projet, réalisé par Enda-Eau Populaire, en partenariat avec la municipalité de la localité, la Fondation Veolia et la Communauté urbaine du Grand Lyon, vise à réhabiliter l'approvisionnement en eau potable des populations de la Commune de Tanaff et de ses environs dans la région de Sédhiou. En effet, l'approvisionnement en eau de cette commune est devenu problématique : le réseau d'eau potable est mal dimensionné, le système de pompage est défaillant, plus de la moitié de la population n'a pas accès au réseau d'eau potable, et pour celle qui y a accès, le service n'est pas en continu. Cette initiative vient répondre aux besoins identifiés et consignés dans les plans locaux de développement de la commune. Les actions mises en œuvre par Enda-Eau Populaire auront permis d'assurer l'accès à l'eau potable, en quantité suffisante et en qualité satisfaisante, à la population de Tanaff, soit près de 10 000 habitants (680 familles).

Ainsi, le forage est équipé d'une nouvelle pompe, avec une commande automatique, connectée au réseau électrique. La reprise du réseau d'eau existant et la pose d'un nouveau réseau de près de 6 000 mètres linéaires ont aussi été réalisées, avec l'installation de 10 bornes fontaines et de

100 branchements à domicile équipés de compteurs.

Les actions du projet sont comptabilisées dans les réalisations du PEPAM, pour l'atteinte des OMD en matière d'eau potable et assainissement en milieu rural. L'implication en amont des services techniques concernés, durant tout le processus de mise en œuvre du programme, prépare le transfert des outils et instruments pédagogiques, des infrastructures et ouvrages réalisés aux pouvoirs publics à la fin du projet. Ainsi, tous les outils (procédures, technologies, etc.) produits dans la mise en œuvre du projet seront capitalisés sous forme de manuels, guides, fiches techniques, etc., en vue de partager et diffuser les acquis du programme et les possibilités de réplique dans d'autres zones par les partenaires.

2. Adaptation aux changements climatiques et contrôle des inondations en Casamance (2014-2019) :

l'objectif de ce projet est d'améliorer les conditions de vie des populations, en renforçant la sécurité alimentaire par des infrastructures de maîtrise de l'eau et des mesures d'adaptation aux changements climatiques, promouvant et préservant durablement le capital productif, écologique et la sécurité sanitaire. Sa durée prévue est de 6 ans et la zone d'intervention se situe dans la région de Sédhiou, au sud du Sénégal. La réalisation du contribue à l'effort de l'Etat dans sa politique d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques. Les actions menées viennent compléter les programmes mis en place par l'Etat du Sénégal, le PAPSEN ou Programme d'appui au PNIA-Sénégal. Ce dernier s'inscrit dans le contexte du Programme national d'investissement agricole et de la mise en œuvre du Programme national d'autosuffisance alimentaire en riz et du Projet d'appui à la petite irrigation locale



(PAPIL). Sur le plan de la santé, le projet contribue à la mission du Programme national de lutte contre le paludisme qui met en œuvre la politique de lutte contre le paludisme au Sénégal.

A terme, l'initiative devrait permettre : de réaliser 20 digues de retenue d'eau, munies de 20 ouvrages évacuateurs munis de 2 à 6 passes aménagées ; de créer deux pépinières communautaires pour la production de diverses essences végétales ; de restaurer 70 % des espaces menacés par la dégradation, grâce à des actions de reboisement ou de lutte antiérosive ; de

réaliser des cultures sur environ 70 % des superficies récupérées et d'y produire des rendements de 35 à 40 % ; de former 10 matrones, 10 agents de santé communautaire et 51 relais paysans, en secourisme et en techniques de préparation et de gestion de catastrophes, pour la sécurité sanitaire des populations ; de réaliser au moins 288 séances d'IEC (information, éducation et communication) en santé et gestion de ressources naturelles ; de distribuer plus de 10 000 moustiquaires imprégnées pour prévenir le paludisme ; et de former 20 maçons locaux pour la construction de plus de 1 000 latrines familiales.

enda ecopole

Fondé en 1996 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://endatiersmonde.org/ecopole>]

Lieux d'intervention : Régions de Dakar, Diourbel, Louga et Saint-Louis au Sénégal.

Domaines d'intervention :

- éducation alternative à la citoyenneté
- appui au développement local participatif
- plaidoyer et dialogue politique
- développement de la santé communautaire

Enda-Ecopole a poursuivi en 2014 son engagement pour l'inclusion économique et sociale des jeunes et des femmes, considérés au Sénégal comme les catégories qui constituent l'essentiel de la population des zones urbaines et rurales les plus touchées par la précarité :

1. Education et alphabétisation articulées à la formation aux métiers et aux activités génératrices de revenus (AGR), pour accroître la participation des jeunes et des femmes en milieu rural : Enda-Ecopole apporte, par son ingénierie sociale, une contribution aux politiques publiques consacrées au développement économique et social en faveur des plus vulnérables. A travers cette participation, il est un partenaire de l'Etat, par le biais de certains de ses programmes nationaux. Le Programme d'alphabétisation et d'apprentissage de métiers (PALAM) lancé par l'Etat avec le soutien de la BID, afin de contrer la pauvreté, privilégie une démarche innovante basée sur le triptyque : alphabétisation, formation aux métiers et financement d'AGR. Enda-Ecopole est l'un des principaux acteurs de sa mise en œuvre qui vise à faciliter l'accès à l'éducation et à l'insertion à 8 000 enfants âgés de 9 à 15 ans, 7 000 femmes et 3 000 jeunes.

Enda-Ecopole entend, au titre de sa contribution aux objectifs du programme, enrôler 525 auditeurs (jeunes et femmes), contribuer à l'insertion socioéconomique des formés par l'articulation des contenus des apprentissages instrumentaux et techniques, et favoriser la promotion d'un environnement lettré pour contrer l'analphabétisme dans les villages. Au titre de l'exécution de cette mission, pour l'exercice de l'année 2014, des résultats encourageants ont été observés, comme l'ouverture et l'animation de cinq écoles communautaires de base, de sept classes d'alphabétisation formant en priorité

les femmes de la région de Diourbel, dans deux communes rurales (Thiakhar et Ngogom), et l'enrôlement de 161 apprenants, dont 60 % de filles n'ayant jamais été scolarisées ou provenant des daaras (écoles coraniques traditionnelles), suivant le nouveau curriculum. Grâce à une démarche inclusive qui a pris en compte les spécificités du milieu, le travail réalisé a eu un effet de stimulation et de motivation. Les communautés ciblées, demeurées très conservatrices, développaient une forte résistance face à l'école moderne, surtout pour les filles. Mais, un nouveau comportement est en train de s'installer et une bonne mobilisation est notée autour des écoles communautaires de base, et de plus en plus de parents sont aujourd'hui résolus à y inscrire leurs enfants.

2. La politique de renforcement des initiatives populaires d'éducation soutenue par Enda-Ecopole avec son *Projet d'école communautaire et de centres ressources comme hub incubateur et d'autopromotion se poursuit* : grâce à un partenariat négocié avec l'organisation française Enfants du monde, le centre Siggii a acquis une importante donation en matériel de haut de gamme. Une gestion saine et rigoureuse devrait désormais permettre au centre de s'ouvrir progressivement à une plus grande professionnalisation. Les offres et initiatives éducatives que donnent les formations coin de rue (FCR) sont aujourd'hui multiples et largement diversifiées.

C'est en cela qu'elles constituent un instrument essentiel dans les initiatives de recherche-action, comme moyens de lutte contre la vulnérabilité sociale. Pour l'année 2014, une faible part des actions a été réservée aux activités de développement de la petite enfance sous ses différentes composantes, c'est-à-dire l'éducation, la protection (santé-nutrition-droits) et le plaidoyer.

Les initiatives populaires d'éducation et de formation, assurant le volet pédagogique, ont conduit à un travail de réflexion dans le sens d'harmoniser les activités, les conclusions et les orientations issues des concertations nationales sur l'éducation. Soutenant cette dynamique, un processus de recherche-action-formation a été lancé. Il aboutira, au cours de l'année 2015, au dénombrement exact des effectifs (actuellement estimés à 2 324 enfants), au renouvellement de la cartographie des interventions, et à la meilleure réponse à apporter à la prise en charge, pour un meilleur contrôle de qualité dans les offres éducatives.



Dans le domaine de la santé-nutrition, la période 2014 coïncide avec la dernière année de notre programme décennal, fruit d'un partenariat avec la cellule nationale de lutte contre la malnutrition, et a pris fin le 31 décembre 2014. Avec un nombre total de 39 097 enfants ayant bénéficié des offres de soins en une dizaine d'années, le programme a donné une occasion de dialogue direct entre les autorités et les populations. Les nombreuses manifestations de masse ont servi de tribune pour des opportunités d'échange et d'appréciation des résultats, des acquis ou de l'impact des activités sur le vécu des communautés.



enda ecopop (Espace de Coproduction des Offres POPulaires pour l'environnement et le développement en Afrique)

Fondé en 1991 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://endaecopop.org/>]

Lieux d'intervention : Afrique

Domaines d'intervention :

- Gouvernance locale participative pour le développement
- Droits Humains, cadre de vie et services sociaux de base
- Développement économique des territoires



Les activités mises en œuvre par Enda-Ecopop, en 2014, sont en lien avec les thèmes suivants :

- la gestion des eaux pluviales et l'adaptation au changement climatique en zone périurbaine.
- L'appui au développement social urbain durable des quartiers et la promotion de l'emploi-jeunes pour l'insertion socio-économique et la lutte contre la pauvreté urbaine, l'amélioration du cadre de vie et la sécurité publique des populations dans la banlieue dakaroise. Elle s'inscrit dans une démarche de promotion de l'ESS.
- Le projet Pikine Irrégulier Sud (PIS) prend en charge les parties irrégulières densément peuplées de Pikine Sud, déficitaires en services de base essentiels. Ces zones concernées sont confrontées à un manque d'équipements sociaux, aux chocs des inondations et à des difficultés socioéconomiques. Le PIS prévoit la mise hors d'eau d'établissements humains, la réalisation de voiries urbaines, la construction d'équipements socio collectifs. Il comporte un volet déplacement et réinstallation de populations situées dans les emprises du projet.
- La création du réseau citoyen pour la transparence budgétaire (RCTB), la formation, le développement institutionnel des collectivités locales, etc.

La formation et le renforcement des capacités ont toujours été des éléments essentiels dans le dispositif pédagogique d'Enda-Ecopop, des leviers par lesquels il apporte son appui pour la promotion d'acteurs locaux capables de contribuer de manière efficace à la gestion des affaires de la communauté.

Le Pôle formation, développement institutionnel et renforcement organisationnel qu'Enda-Ecopop a mis en place assure une formation adaptée aux besoins des acteurs locaux et accompagne le développement des structures. Il assure également la conception et la mise en œuvre d'actions ponctuelles ou de dispositifs complets de formation des acteurs, en partenariat avec des structures comme ONU-Habitat, la Conférence africaine de la décentralisation et du développement local (CADDEL), Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique (CGLUA), l'OIDP, l'Union des associations d'élus locaux (UAEL), etc. Il assure aussi le diagnostic organisationnel et l'accompagnement des institutions et organisations.



Les activités spécifiques qu'Enda-Ecopop mène sont, entre autres, l'évaluation des besoins de formation, l'élaboration de supports de formation (guides, manuels, etc.), la formation des acteurs, l'évaluation d'impact, la réalisation de diagnostic organisationnel, etc.

1. Session internationale de formation des formateurs au leadership local :

organisée à Dakar (Sénégal), du 18 au 28 mars 2014, par Enda-Ecopop, cette formation des formateurs, élus, décideurs locaux et responsables des organisations de la société civile, visait à : 1) former une vingtaine de formateurs d'Afrique francophone, à concevoir, conduire et évaluer un renforcement des capacités d'élus et de décideurs locaux sur le leadership local ; 2) accompagner les formateurs à développer un plan d'action d'utilisation des compétences acquises, dans leurs pays respectifs. Cette session internationale sur le Leadership Local a su mettre l'accent sur les qualités intrinsèques et compétences clés à assumer par les élus et leaders locaux dans l'exercice de leur fonction. Son contenu a été articulé autour de 12 compétences du leadership. A l'issue de la session, les bénéficiaires cette formation de formateurs ont été initiés au contenu des manuels et compétences du leadership local et formés aux outils, méthodes et approches de formation des adultes, élus et leaders locaux. Ils ont également élaboré un plan d'action pour le développement de la formation au leadership local dans leurs pays respectifs.

2. Le budget participatif pour promouvoir la démocratie locale participative :

Enda-Ecopop a acquis une expérience de plus de vingt années dans la promotion de la démocratie locale participative et dans la gouvernance des villes africaines.

Il est le point focal pour l'Afrique de l'Observatoire international de la démocratie participative (OIDP). Sur le continent, des observatoires nationaux ont été installés dans 13 pays et des observatoires locaux dans 212 villes et communes où se mènent des processus de participation citoyenne à la budgétisation et à la gestion des affaires municipales, appelés processus budget participatif (BP).

Le renforcement de la démocratie locale et la participation citoyenne à la budgétisation et gestion des affaires publiques locales, est aujourd'hui au cœur des stratégies de développement. L'approche du budget participatif est une des approches innovantes de la démocratie participative, pour impulser la participation, la transparence et l'efficacité des dépenses publiques. La session de formation de facilitateurs et conseillers, organisée par Enda-Ecopop, à Dakar, du 13 au 23 mai 2014, visait à doter les acteurs en provenance de plusieurs pays africains de capacités et compétences aptes à promouvoir, mettre en œuvre et évaluer les approches de budget participatif dans les communes.

enda energie (Energie, environnement et développement)

Fondé en 1984 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://www.endaenergie.org>]

Lieux d'intervention : le Sahel, l'Afrique de l'Ouest et du Centre

Domaines d'intervention :

- élargissement de l'accès aux services énergétiques durables
- formation des acteurs sur la planification énergétique et aux négociations sur le climat
- lobbying et plaidoyer pour un développement sobre en carbone et résil
- renforcement de la résilience des communautés et écosystèmes aux effets néfastes des changements climatiques et de la désertification
- développement local durable et gouvernance environnementale

Enda-Energie considère l'accès aux services énergétiques comme un droit universel pour la restauration de la dignité des communautés et le développement durable. Dans le même élan, il développe des mécanismes et outils destinés à renforcer l'apprentissage par l'action et la communication sur l'adaptation des communautés aux effets des changements climatiques et de la désertification.

1. Sécurité énergétique pour la souveraineté alimentaire (SESAL) :

cette initiative, mise en œuvre par Enda-Energie de 2010 à 2014 en Afrique de l'Ouest, vise à renforcer l'accès aux énergies renouvelables pour les chaînes de valeurs agro-sylvo-pastorales et halieutiques, en vue de renforcer la résilience des communautés locales dans une dynamique de développement sobre en carbone et pro-pauvre.

Dans cette perspective, deux actions majeures :

- a) le lancement d'un programme régional d'extension de l'horizon des opportunités de la chaîne de valeur Lait par un accès aux services énergétiques durables pour le Sénégal et la Mauritanie, grâce à un financement de l'Union européenne ;
- b) le soutien au plaidoyer, l'information du public, la génération et le renforcement des connaissances des organisations en matière d'énergie renouvelable et de changement climatique.

Dans ce contexte, le réseau Climat et Développement et le réseau international des ONG pour l'énergie durable (INFORSE), pour lesquels Enda assure respectivement la coordination globale et la coordination de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, ont enregistré des résultats significatifs et fort encourageants dans :

- le renforcement des capacités de ses membres sur les outils participatifs de recherche-action dans le domaine de la vulnérabilité et de l'adaptation au changement climatique ;
- la préparation et la publication de papiers de position et de communiqués de presse sur l'adaptation, le financement du climat, l'accélération de la transition énergétique, les études de cas, ainsi que le lobbying lors de grands événements, notamment lors des CoP Climat et du sommet de Ban Ki Moon à New York ;
- la mobilisation des OSC au niveau régional autour de la nécessité pour les décideurs d'accorder une plus large place aux énergies renouvelables dans les négociations sur les changements climatiques ;
- la sensibilisation et la promotion des technologies environnementales autour du paquet Energie-Climat.



2. Accompagnement des PMA dans le transfert des technologies climatiques :

Enda-Energie, dans le cadre de la mise en œuvre des décisions de la CCNUCC, s'est engagé, en 2014, dans un programme qui regroupe plusieurs organisations à travers le monde. Cette initiative, conduite sous l'égide du PNUE, est chargée de mettre en œuvre les activités de transfert de technologies climatiques dans le monde, sous les auspices de la CCNUCC.



A ce titre, un organisme dénommé Centre et réseau des technologies climatiques (CRTC) a été créé par une décision de la CoP 16 de la CCNUCC, destinée à promouvoir le transfert des technologies respectueuses de l'environnement dans les pays en développement, afin de les soutenir dans leurs efforts d'adaptation et d'atténuation au changement climatique. Le réseau couvre 74 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe de l'Est, d'Amérique latine, et du Moyen Orient. Une première session de formation a été organisée en Côte-d'Ivoire pour les différentes entités désignées des pays francophones d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Les Petits Etats insulaires en développement, dans les Caraïbes et le Pacifique (comprenant 52 pays), doivent bénéficier très prochainement de formations.

3. Formation en politique et économie de l'énergie (POLEN) :

dans le cadre d'un partenariat avec l'IFDD/OIF, Enda-Energie a organisé une session de formation des planificateurs énergétiques pour les pays de l'UEMOA. Cette session, lancée par l'UEMOA dans le cadre de l'IREDD (Initiative régionale pour l'énergie durable), vise la mise en place ou le renforcement des Systèmes d'information énergétiques dans les 8 pays de l'espace. La formation comprend vingt modules qui mettent l'accent sur le rôle des acteurs, la démarche, la géopolitique, les outils et la méthodologie d'élaboration d'une politique énergétique, des outils de modélisation (LEAP), Energie et Genre, les Changements climatiques, études d'impacts, etc.



enda graf-sahel (Groupe recherche-action-formation au Sahel et en Afrique de l'Ouest)

Fondé en 1982 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://www.endagrafsahel.org>]

Lieux d'intervention : Sénégal, Guinée-Conakry, Guinée-Bissau, Bénin, Mali et Niger.

Domaines d'intervention :

- gouvernance locale concertée
- promotion et renforcement du dialogue politique
- accès aux biens et services de base
- agriculture et développement rural
- appui aux femmes, AGR et microfinance
- promotion de l'éducation alternative

Enda-Graf Sahel a poursuivi, en 2014, son action de valorisation des initiatives des acteurs de la société civile, afin qu'elles soient mieux prises en compte dans les politiques publiques ; de renforcement des capacités politiques, techniques, économiques et sociales de ces porteurs d'initiatives ; et de développement du partenariat entre les organisations de la société civile et l'Etat, pour définir des politiques publiques concertées. Parmi ses nombreuses initiatives mises en œuvre dans plusieurs pays, les deux ici présentées sont particulièrement emblématiques :

1. Renforcement de la gouvernance démocratique ou Programme Election :

chaque consultation électorale est un test destiné à mesurer les progrès réalisés par la démocratie, mais aussi à en identifier les imperfections. Chaque compétition électorale est au fond une conséquence majeure de l'épanouissement du régime représentatif. L'élection par les citoyens de leurs représentants confère à ces derniers la légitimité nécessaire au bon exercice de leurs fonctions. C'est de cette légitimité que découle leur autorité, leur titre à agir au nom du peuple souverain. Mais, la légitimité suppose que le scrutin ait été transparent et ait été marqué par une participation massive des citoyens en âge de voter au choix des élus.

C'est à ce niveau qu'Enda-Graf a accompagné la société civile sénégalaise à jouer un rôle irremplaçable dans la consolidation de la démocratie, dans des actions de sensibilisation et de mobilisation des populations en âge de voter, l'observation des élections et le monitoring des résultats électoraux. L'initiative a permis d'obtenir des résultats encourageants, comme (entre autres) :

- la participation massive des populations en âge de voter (100 caravanes de mobilisations sociales ont été organisées dans les 45 départements que compte le Sénégal, en vue d'inciter les populations à aller retirer leurs cartes d'électeurs et voter le jour du scrutin) ;
- la formation de 5 000 observateurs et 48 journalistes, déployés dans les 45 départements du Sénégal, pour procéder à l'observation dans 11 904 bureaux de vote. Entre les deux tours de l'élection présidentielle et législative, 9 panels ont été organisés pour échanger avec plus de 280 acteurs locaux sur la médiation et le dialogue politique, ce qui a permis d'instaurer un climat de dialogue, de paix et de consensus.

2. Renforcement des petites et micro-entreprises agroalimentaires :

le but visé par Enda-Graf est de renforcer les micro et petites entreprises agroalimentaires gérées par les femmes, de rendre visible leur contribution économique et sociale et de favoriser leur prise en compte dans les politiques publiques. Les stratégies promues par Enda-Graf consistent à encadrer les initiatives des femmes en vue d'améliorer l'offre de services proposés, favoriser le réseautage entre les groupes d'actrices, rendre visible la contribution des femmes dans le secteur de l'agroalimentaire et faciliter le dialogue entre les actrices à la base et les décideurs politiques. A l'heure du bilan, le constat est très satisfaisant, car l'initiative a permis :

- la mise en place d'une unité de transformation de farine de la Coopérative d'APROVAL, afin de faciliter à ses membres l'accès à une matière première de qualité ;

- la mise en place de différents réseaux, notamment l'AAPAS (Association des artisanes professionnelles de l'alimentation) pour les restauratrices, le REFEPAS (Réseau des femmes de la pêche artisanale au Sénégal) et la POPAS (Plateforme des organisations professionnelles de l'agroalimentaire) ;
- l'identification de 3 763 restauratrices et leur contribution économique dans les recettes de 42 communes d'arrondissement de la région de Dakar ;
- le recensement des femmes transformatrices de produits halieutiques dans les régions de Dakar (Thiaroye), Thiès (Mbour et Joal) et Saint-Louis ;
- le lancement du plaidoyer des femmes de l'AAPAS sur l'accès aux espaces de vente dans les mairies de Rufisque et de Ndiarème Limamoulaye ;
- le lancement du plaidoyer de la POPAS sur la certification des métiers et la validation des compétences dans le secteur de la transformation agroalimentaire.



enda jeunesse-action

Fondé en 1985 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://endatiersmonde.org/eja>] - [<http://www.maejt.org>]

Lieux d'intervention : Sénégal et 28 autres pays d'Afrique membres du Mouvement africain des EJT (MAEJT).

Domaines d'intervention :

- gouvernance urbaine participative
- lobbying et plaidoyer international
- développement de l'agriculture urbaine
- animation et mise en réseau sur l'urbain
- réalisation de systèmes d'assainissement alternatifs

Enda-Jeunesse Action intervient dans 10 régions du Sénégal (Dakar, Thiès, Saint-Louis, Fatick, Kaolack, Louga, Diourbel, Tambacounda, Kolda et Ziguinchor). Ses projets et programmes visent à assurer la protection des enfants en situation de vulnérabilité, par le canal de l'éducation, et contribuent à la mise en œuvre de la Stratégie nationale de protection de l'enfant au Sénégal. En 2014, Enda-Jeunesse Action a mobilisé de nombreux partenaires gouvernementaux, financiers et à la base, pour que les enfants puissent jouir de leur droit fondamental à une éducation de qualité. Les différents acteurs (organisations communautaires, ONG et services étatiques) ont su conjuguer les actions d'éducation, de formation et de protection, afin de permettre aux enfants d'avoir un mieux-être dans les différentes zones d'action. Les résultats ci-après ont pu être obtenus grâce aux efforts conjugués de tous ces acteurs et avec le concours de cinq partenaires techniques et financiers qui ont soutenu la réalisation des actions à hauteur de trois cent trente millions de FCFA (330 000 000 FCFA).

1. Accès et maintien des enfants à l'école comme instrument de protection :

6 307 enfants vulnérables ont été inscrits au CI, suite à des actions d'information et de sensibilisation qui ont amené les parents, surtout en milieu rural, à intégrer comme norme sociale le fait que « tout enfant doit être à l'école » ; 1 330 enfants talibés de 23 écoles coraniques ont pu bénéficier de la mise en œuvre du référentiel dans les domaines du français, des mathématiques, des compétences de vie courante et ont eu la possibilité de rejoindre l'école formelle, grâce aux évaluations faites par les superviseurs et par les inspecteurs de l'éducation.

2. L'auto organisation des enfants et des jeunes dans les quartiers et villages :

17 901 enfants et jeunes travailleurs (EJT) ont su assurer leur autoprotection

et participer activement aux dispositifs d'alerte, de veille et de prise en charge des enfants vulnérables, dans 296 quartiers et villages ; 1 522 enfants victimes de maltraitance, identifiés dans les rues, les gares routières, les marchés, les salles de jeux, les abords des bassins de rétention et les places publiques, ont pu bénéficier d'un accompagnement.

En ce qui concerne le MAEJT, les résultats obtenus, en 2014, par la coordination régionale d'Enda-Jeunesse Action sont les suivants :

- 1) la croissance du MAEJT : le mouvement a augmenté ses membres de 28% cette année, et de 18 % ses amis. Avec 831 652 membres et amis (dont 270 955 membres), organisés en 3 915 groupes de base, dans 362 villes ou villages, de 27 pays d'Afrique. Il a gardé une bonne proportion de 72,5 % d'enfants, et de 56,9 % de filles ;
- 2) le bon niveau de satisfaction des EJT par rapports à leurs droits et leurs vies ;
- 3) le bon niveau de mobilisation des fonds atteint par les coordinations nationales.

Les Coordinations Nationales des AEJT maintiennent un haut niveau de ressources mobilisées localement : 1 024 129 627 FCFA sur un total de 1 245 303 865 FCFA, c'est-à-dire 82 % d'autofinancement de leurs activités. Mais, par rapport à 2013, il y a une légère diminution en raison de la crise Ebola qui a affecté certains pays et certains appuis. Pour l'année 2014, l'ensemble des financements a été de Plan Finlande + Save Finlande + Suède et Oak Foundation, qui ont atteint 629 492 895 FCFA. Plan Finlande, a cessé de financer le MAEJT au 31 décembre 2014, ce qui risque de poser des problèmes en 2015.

Quelques chiffres pour illustrer les modes de soutien à l'action : le MAEJT a conduit 4 groupes d'appui technique dans l'ensemble de ses zones géographiques (facilités par Enda) qui ont regroupé plus de 110 EJT qualifiés comme compétence locale capable de mener les 135 visites d'appui technique aux AEJT et aux coordinations nationales (2 personnes pendant 5 jours, en moyenne). Les ateliers nationaux de formation (une semaine 30 participants en

moyenne) se sont déroulés dans beaucoup de pays du MAEJT 19 sur 26. Sur des thèmes aussi divers que la planification des actions à partir des droits et le plaidoyer, les techniques d'alphabétisation, la gestion des AGR, la formation sur les pratiques néfastes (excision) et l'écoute des plus petits. Des appuis financiers ont été versés à 301 AEJT et coordinations nationales ; un lot de 13 ordinateurs a été fourni à autant d'AEJT ou coordinations nationales.



enda lead afrique

Fondé en 2000 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://www.leadinafrica.org>]

Lieux d'intervention : Sénégal et pays francophones d'Afrique.

Domaines d'intervention :

- renforcement des capacités des acteurs
- animation de réseaux et plaidoyer international
- recherche-action sur le développement durable
- appui aux organisations de la société civile africaine



L'ambition d'Enda-Lead Afrique francophone est de faire émerger en Afrique un leadership plus sensible et ouvert aux exigences du développement durable, à travers des activités de formation de haut niveau dans le domaine du leadership pour l'environnement et le développement. Dans le contexte actuel du décalage entre les préoccupations des peuples et les options des élites dirigeantes, qui est à l'origine des difficultés qui assaillent l'Afrique, le renforcement d'une masse critique de leaders avisés, entrepre-

nants et capables d'exercer une influence sur les politiques et les stratégies des institutions auxquelles ils appartiennent, constitue une exigence vitale. En 2014, plusieurs initiatives ont ainsi été mises en œuvre, au nombre desquelles:

1. **Une tribune de leaders pour construire la gouvernance inclusive et porteuse d'impacts positifs pour la nation :** dans le contexte de la pacification et de la régulation des processus électoraux, le renforcement de l'Etat de droit et des capacités du parlement au Sénégal, le projet « Carrefours de la gouvernance » d'Enda-Lead, mis en œuvre en partenariat avec OXFAM GB et OSIWA, se présente comme un espace de dialogue et d'apprentissage incluant les différents groupes d'acteurs qui travaillent sur les questions de gouvernance. Le projet «Carrefours de la gouvernance» s'intéresse à l'ensemble des défis qui se rapportent à la bonne gouvernance pour un développement durable à l'échelle nationale et régionale. Il offre, dans la ligne d'un cycle de conférences et de tables-rondes organisées durant sa phase pilote, en 2014, un cadre de réflexion et d'échanges multiacteurs et permet d'atteindre un certain nombre d'objectifs, comme : 1) l'encouragement de l'apprentissage mutuel entre parties prenantes ; 2) la valorisation de l'expertise nationale dans l'analyse des progrès réalisés par le Sénégal en matière de gouvernance ; 3) l'influence qualitative sur les réformes et l'incitation des organisations de la société civile à une meilleure prise en charge des défis de la gouvernance ; 4) la définition, de manière inclusive, d'actions à mener pour relever les défis dans le champ de la gouvernance.

2. **Approche systémique du développement rural - Responsabilité sociétale des entreprises ou « Projet ASDR - RSE » :** les activités de ce projet se sont déroulées entre février 2014 et février 2015 (dans les



régions de Thiès et Matam au Sénégal) et sont justiciables de l'acuité des problèmes suscités par l'exploitation minière qui explique le recours à divers moyens destinés à gérer la situation conflictuelle qui découle du transfert des terres des paysans aux investisseurs privés.

L'approche préconisée par ce projet s'articule autour de la promotion de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) qui est une démarche volontaire visant à compléter et à suppléer, dans certains contextes, les normes obligatoires presque jamais respectées.

Le projet vise à apporter des réponses aux conflits émanant de l'exploitation des ressources minières au niveau local et propose une dimension supplémentaire, privilégiant la recherche de solutions basées sur un dialogue constructif et un respect des engagements mutuels des différentes parties prenantes, afin de passer de la confrontation à la concertation.

Le projet est ainsi structuré autour de quatre composantes : 1) diagnostic situationnel ; 2) impulsion d'une nouvelle dynamique de RSE au niveau local ; 3) renforcement des capacités et sensibilisation des entreprises et des communautés locales sur la RSE ; 4) plaidoyer et mise en place d'un cadre de dialogue politique pour l'institution d'un système incitatif à la RSE.

3. Initiatives pilotes de micro-irrigation et de gestion durable des terres ou IGDT-Bakel :

le projet IGDT- Bakel a été conçu et mis en œuvre jusqu'en janvier 2014, pour résoudre un problème crucial qui se pose actuellement au niveau de la gestion des ressources naturelles dans les zones arides et semi-arides du Sénégal, c'est-à-dire le besoin de stratégies et de méthodes efficaces pour aider les communautés de ces localités à améliorer la gestion de leurs rares ressources naturelles en général et en particulier en eau.

Dans les zones arides, l'accès à une eau de qualité et en quantité suffisante constitue l'une des principales contraintes au développement et à la protection de l'environnement.

Par conséquent, l'utilisation efficace des rares ressources en eau est déterminante pour promouvoir le progrès économique et un environnement de qualité. Le projet triennal IGDT-Bakel a finalement réussi à prendre en charge les activités de renforcement des capacités à l'intention des acteurs dans l'ensemble du département, de promotion de l'investissement dans les équipements d'irrigation, de diffusion de l'information scientifique sur l'irrigation à petite échelle et la gestion durable des terres, selon une approche intégrée et parfaitement adaptée.

enda madesahel (Méthodes appliquées au développement du Sahel)

Fondé en 1981 et basé à : Mbour (Sénégal). [<http://www.madesahel.org>]

Lieux d'intervention : le Sénégal et un rayonnement en Afrique de l'Ouest, de l'Est et du Centre.

Domaines d'intervention :

- confection et conditionnement de phytomédicaments
- formations dans les domaines des sciences de la santé et du développement
- conservation des espèces végétales menacées
- expérimentations et diffusion de nouvelles essences

L'action d'Enda-Madesahel se singularise par une série d'interventions dans le cadre de la promotion de la santé et du développement en vue de (i) faire face à la pénurie de personnel qualifié pour favoriser un accès plus égalitaire des populations à des services de santé mieux adaptés à leurs attentes (ii) préserver la biodiversité et valoriser l'usage rationnel des plantes médicinales (iii) soutenir des initiatives communautaires bénéfiques à la santé en vue de fournir des alternatives viables aux populations.

1. Formations dans les domaines de la santé et du développement : pour remédier à l'insuffisance de personnel qualifié dans le domaine de la santé en Afrique, Enda-Madesahel et l'Institut de Santé et Développement de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar ont mis au point une démarche innovante, utilisant des modules d'enseignement structurés de manière à contextualiser les problèmes de santé du continent africain dans des cours et des travaux de recherche répondant aux besoins spécifiques des étudiants.

Par ailleurs, la certification des formations par le CAMES (Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur) est un moyen d'assurer la qualité du cursus et de permettre aux agents de santé des autres pays de la sous-région d'y accéder.

En 2014, 40 médecins, chirurgiens-dentistes et pharmaciens, de 6 pays africains (Bénin, RD Congo, Congo-Brazzaville, Sénégal, Niger et Guinée-Conakry) ont régulièrement suivi les sessions de formation en épidémiologie, économie de la santé, santé environnementale, nutrition, santé de la reproduction, bio-statistique, informatique, planification, gestion et recherche opérationnelle dispensés dans le cadre du **Diplôme d'Etudes Spécialisées (DES) de Santé Publique** ; 23 médecins, pharmaciens et travailleurs sociaux de 10 pays africains (RD Congo, Togo, Mali, Burkina Faso, Comores, Niger, Bénin, Guinée-Conakry, Tchad et Sénégal) ont suivi les cours du **Master en Santé publique** ; 23 médecins et 40 cadres intermédiaires ont été formés en **paludologie**.



2. Préservation de la biodiversité et développement humain :

depuis le sommet de la terre à Rio de Janeiro en 1992, la préservation de la biodiversité est considérée comme un des enjeux essentiels du développement durable. Sous l'effet du changement climatique et des activités de l'homme, le Sénégal, comme la plupart des pays sahéliens, est confronté depuis quelques années à un processus de dégradation accélérée des ressources naturelles végétales. Conscient qu'en respectant la nature, on préserve l'avenir de l'homme, Enda-Madesahel a érigé le Conservatoire botanique Michel Adanson, en vue d'accompagner les communautés sur la voie du développement durable. Situé à Mbour, ce conservatoire est l'un des rares établissements du genre au Sénégal. Il a pour missions : a) la préservation de la connaissance floristique (l'inventaire phytosociologique, l'inventaire forestier et les clés dichotomiques ont été réalisés en 2014 ; b) la conservation des espèces rares ou menacées (4 espèces rares et protégées ont été introduites, 11 variétés de plantes ont fait l'objet de collections culturelles) ; c) l'appui technique et l'accompagnement des communautés (1845 pieds de plantes ont servi à répondre aux besoins des communautés) ; d) l'information et la sensibilisation du public. Dans sa fonction de conservation de la diversité floristique, le Conservatoire botanique Michel Adanson développe deux approches complémentaires et indissociables :

la conservation in situ organisée dans les villages en partenariat avec les populations et la conservation ex situ qui peut prendre la forme de cultures de végétaux ou d'une banque de graines (96 variétés) qui apporte une garantie supplémentaire à la survie de beaucoup de plantes sensibles aux changements environnementaux.

3. Promotion de l'usage rationnel des plantes médicinales :

face à la pénurie des ressources, et à l'augmentation exorbitante des coûts des soins de santé, le problème de l'accès aux soins demeure un défi majeur dans les pays du sud. Les plantes médicinales représentent l'arsenal thérapeutique principal pour soigner près de 80 % de la population.

Les pays et les institutions reconnaissent la nécessité d'avoir une approche intégrative des soins de santé qui permette aux personnes qui recourent aux services de santé d'avoir accès à une médecine traditionnelle qui soit sûre, efficace et efficiente. D'où l'intérêt de la démarche d'Enda-Madesahel qui consiste à sélectionner des plantes médicinales de bonne qualité, à les conditionner en quantité définie et à les distribuer à un coût abordable dans le système de santé par l'intermédiaire des postes de santé privés catholiques et des pharmacies. Enda-Madesahel a conditionné et distribué, en 2014, pas moins de 315 713 sachets de médicaments variés à base de plantes qui ont permis de soulager 29 534 patients.



enda pronat (Protection naturelle des terroirs)

Fondé en 1982 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://www.endapronat.org>]

Lieux d'intervention : Zone des Niayes, vallée du Fleuve et régions de Fatick et de Tambacounda au Sénégal.

Domaines d'intervention :

- création d'espaces de concertation en zone rurale
- réduction de l'utilisation des pesticides dans l'agriculture
- formation aux techniques de l'agriculture saine et durable
- lobbying et plaidoyer contre l'introduction des OGM en Afrique

L'action d'Enda-Pronat, en 2014, a été caractérisée par quatre principaux résultats relatifs à : 1) la protection de l'environnement par les populations elles-mêmes ; 2) l'amélioration des performances agronomiques de producteurs engagés dans l'agroécologie ; 3) l'augmentation des volumes de fruits et légumes sains, commercialisés sur des circuits courts ; 4) la prospection participative sur la réforme foncière.

1. La protection de l'environnement par les populations de Koussanar : depuis 2012, des échanges à l'échelle villageoise ont été régulièrement organisés dans 4 terroirs-écoles (Paniath, Saré Boubou, Dané et Saré Thilal), de même que des excursions dans les endroits devant faire l'objet de recherche-action. Les résultats obtenus consistent en : 1) la mise en défens d'une forêt collective de 20 ha dans le terroir de Paniath ; 2) la mise en défens de 9 ha de forêt, associée au reboisement d'espèces disparues

(comme le Wen), pour le fourrage, à Saré Boubou ; 3) la protection d'une espèce de bambou en voie de disparition dans le terroir de Dané, avec la mise en défens de 3 ha de forêt ; 4) les mesures de protection du marigot de Doubel qui s'étend sur plus de 12 km et constitue une ressource commune à 20 villages ; 5) la protection du lac Jibayal du terroir de Vélingaracoto où une partie de la forêt a été mise en défens sur plusieurs km autour de l'étendue d'eau douce ; 6) la mise en place de carrés d'observation dans les forêts mises en défens, pour mieux apprécier les impacts des mesures prises, dans les forêts de Paniath Demba Djibel et de Saré Boubou.

2. Meilleure maîtrise de la fertilisation et des techniques de production agroécologique à Diouroup : en 2014, Enda-Pronat a formé et suivi 140 producteurs de l'Union des collectivités de Tattaguine, une organisation paysanne, partenaire depuis 2008,





couvrant les communes de Diouroup et Tattaguine. Ces formations ont porté sur les techniques de production agroécologique (préparation du sol, fertilisation, compost liquide, pépinière, repiquage, etc.), des cultures de mil, d'arachide, de niébé, de riz et de maraîchage. Parmi ces producteurs, 20 ont mené une recherche sur la fertilisation organique du mil (comparaison des bouses de vache semi compostées, des déchets ménagers compostés avec du sable et pratiques paysannes), et 30 femmes productrices ont testé la méthode de riziculture intensive (semis par poquet).

3. Développement du circuit court de commercialisation des fruits et légumes sains : depuis octobre 2013, les fédérations paysannes Woobin et Agropasteurs du Diender (FAPD) participent à une expérimentation de coopérative solidaire qui facilite la distribution des produits sains sur Dakar, grâce à des moyens logistiques et humains financés par la fondation Chanel et CFSI. Les produits sont écoulés sur des marchés hebdomadaires mis en place et gérés par la coopérative Sell Sellal qui regroupe FAPD et Woobin.

Cette initiative représente un potentiel important pour les producteurs puisque la coopérative solidaire achète les légumes à un prix largement supérieur au prix du marché conventionnel (environ 100 F de plus par kilo).

4. « Du terroir au pouvoir » ou la prospection participative sur la gouvernance foncière:

Enda-Pronat s'est beaucoup mobilisé ces dernières années pour la défense des intérêts de la communauté et la préservation des ressources au profit des acteurs locaux. Son combat dans ce domaine peut s'articuler en trois grandes phases : 1) une étape d'alerte et de sensibilisation de l'opinion publique sur les dangers du phénomène d'accaparement des terres, suivie d'un appel à la mobilisation pour le combat ; 2) une étape (2011-2013) marquée par des mobilisations sur le terrain aux côtés des communautés victimes pour faire face aux « investisseurs/accapareurs » et à leurs alliés, les pouvoirs publics ; 3) une 3e étape (2014) qui a ajouté au caractère contestataire un volet de proposition d'alternatives, où Enda-Pronat se pose comme force de proposition. Convaincues que la faiblesse et les manquements du cadre juridique réglementant le foncier facilitent, voire encouragent l'accaparement, les OSC ont profité de l'opportunité et du contexte de réformes institutionnelles tous azimuts entamées par l'autorité politique pour réfléchir avec les communautés de base sur des propositions alternatives à tout ce qui a été déployé jusque là en direction du monde rural en termes de politiques et programmes, mais aussi de lois et règlements régissant la gestion des ressources nationales, y compris le foncier.



enda rup (Relais pour le développement urbain participatif)

Fondé en 1982 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://www.endarup.org>]

Lieux d'intervention : Dakar, Pikine, Saint-Louis (Sénégal), Ouagadougou (Burkina Faso) et Douala (Cameroun).

Domaines d'intervention :

- gouvernance urbaine participative
- lobbying et plaidoyer international
- développement de l'agriculture urbaine
- animation et mise en réseau sur l'urbain
- réalisation de systèmes d'assainissement alternatifs

Enda-Rup a mené, en 2014, diverses activités en articulant les échelles du local à l'international, à travers, d'une part, ses implantations en Afrique de l'Ouest (à Dakar et à Ouagadougou) et en Afrique centrale (à Douala). Et d'autre part, à travers ses alliances avec différents réseaux, comme l'Union des producteurs de la vallée des Niayes (UPROVAN) et les producteurs de la vallée des Niayes de Pikine (PROVANIA), un réseau comptant plus de 2 000 fermiers agricoles en milieu péri-urbain.

Un engagement pour la promotion de l'agriculture urbaine et des meilleures pratiques d'utilisation saine des eaux usées traitées en agriculture, en coopération avec la FAO, l'OMS, la Ville de Dakar et la Ville de Pikine, pour une « vision des villes agricoles du futur » et pour la promotion de villes durables émettant moins de CO². Dans la même veine, Enda-Rup travaille dans la perspective de la valorisation des eaux usées traitées pour la reforestation urbaine, anticipant ainsi le projet du BIT de promotion des emplois verts.

Dans son volet réseau d'assainissement semi-collectif à Pikine-Samsam 3 (commune de Diamaguene-Sicap-MBao), du programme commun d'ENDA-FISONG de « Ressources Urbaines », financé par l'AFD (2013-2015), Enda-Rup a fait, à l'instar des actions menées actuellement à Diaminar, le quartier le plus amphibie de Saint-Louis au sud-ouest de la ville, un des centres urbains les plus résilients d'Afrique de l'Ouest. Un réseau d'assainissement semi-collectif dont les eaux usées, traitées pour être valorisées dans l'agriculture et stockées dans une bache, sont refoulées par une crépine qui fonctionne à l'énergie solaire. L'approche retenue par le projet FISONG-AFD sur Samsam 3 (Pikine) est de considérer l'assainissement et l'amélioration de l'habitat comme une action intégrée visant à la mitigation de l'ensemble des risques

sanitaires du quartier liés à l'accumulation des eaux usées, des excréta, des eaux pluviales et des déchets solides.

L'amélioration des conditions de vie des habitants sera également réalisée via la création d'emplois verts et l'accompagnement de la résilience des habitants. La volonté d'agir et la capacité de résilience des habitants sont deux aspects déterminants pour le succès du projet. La participation des habitants est en ce sens essentiel pour garantir la pérennité des impacts du projet et l'appropriation par la population des solutions alternatives et durables proposées. Enfin, l'ensemble des interventions se fera dans le respect des normes et règlements existants tels que le Plan de Développement Urbain ou encore le Plan de Restructuration de Pikine Sud et plus récemment du PCTI (Plan climat territorial intégré) de la région de Dakar.

Enda-Rup et le ministère burkinabé de l'Environnement ont offert à deux écoles primaires de Nagreogo et de Boorgho, une formation sur le jardin hors-sol et sur les bonnes pratiques d'agriculture urbaine. L'initiative du projet de jardin hors-sol, lancée par Enda-Rup-Burkina Faso, a été jugée très novatrice par les autorités gouvernementales et a été vivement saluée lors de la visite guidée du ministre de l'Environnement, lors de son lancement au Centre national de semences forestières. Quelques grandes étapes démonstratives du jardin hors-sol ont ainsi été appréhendées et pratiquées par les élèves, telles que la préparation de la pépinière, le repiquage, la croissance et les techniques de récolte des produits maraîchers du jardin hors-sol.

De janvier à mars 2014, à la demande de l'autorité communale et de la Direction de la Planification et du Développement Durable du Sénégal, Enda-Rup a participé à la finalisation de l'étude et du plan d'action sur les vulnérabilités de la Ville de Dakar, qui

a impliqué les communes de Colobane-Fass-Gueule Tapée, Grand-Yoff, Hann-Bel-Air et Ngor. L'initiative a permis de discuter sur les priorités de la ville et les impératifs d'approches inclusives pour développer des stratégies de réduction de la pauvreté, avec l'implication des populations et OCB, sous forme de consultations et d'audiences publiques.

En octobre 2014, Enda-Rup a participé, à Caserta en Italie, au Urban Thinkers Campus organisé par ONU-Habitat et le General Assembly of Parters du World Urban Campaign : Enda-Rup, en tant que membre du comité de pilotage, a co-présidé le groupe constitué d'organisations de la société civile,

de femmes et d'OCB (les autres groupes concernent les chercheurs et académiciens, les syndicats, le secteur privé, etc.), pour contribuer à la définition des principes qui présideront à déterminer la ville de demain en direction de la conférence Habitat III.

Les membres de l'assemblée générale des partenaires de la Campagne mondiale sur l'urbain, en l'occurrence les parties prenantes de la vie nationale, évoluent et contribuent dans le développement social, économique et culturel des villes du monde, pour avoir une vision holistique et partagée sur le type de « ville que nous voulons ».





enda santé

Fondé en 1988 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://www.enda-sante.org>]

Lieux d'intervention : Sénégal, Burkina Faso, Cap-Vert, Gambie, Guinée-Conakry, Guinée-Bissau, Mali et Niger.

Domaines d'intervention :

- actions de sensibilisation et de lutte contre le VIH/Sida
- prévention des risques liés aux maladies infectieuses
- assistance médicosociale en santé sexuelle et reproductive
- lobbying et plaidoyer pour l'accès des plus démunis aux soins de base

Enda-Santé met en œuvre actuellement une dizaine de programmes/projets au Sénégal et en Afrique de l'Ouest (dont deux sont ici présentés), afin de faciliter l'accès des groupes vulnérables à l'information et aux services de santé.

1. Frontières et vulnérabilités au VIH en Afrique de l'Ouest (FEVE) : ce projet multi-pays a été conçu par Enda-Santé dans une approche transfrontalière, pour apporter une réponse régionale à l'épidémie du VIH dans huit pays ouest-africains (Sénégal, Burkina Faso, Cap-Vert, Gambie, Guinée-Conakry, Guinée-Bissau, Mali et Niger). Avec la collaboration d'acteurs communautaires et institutionnels de lutte contre le VIH, les populations les plus à risque d'infection à VIH bénéficient d'un paquet complet de services de prise en charge dans les zones décentralisées en carence de structures sanitaires adaptées et équipées. La durée de sa deuxième phase de mise en œuvre va de 2011 à 2015, avec pour objectif de réduire la vulnérabilité, la transmission et l'impact du VIH Sida au sein des populations les plus vulnérables à l'épidémie, dans les zones à grande mobilité de populations (espaces transfrontaliers), et de renforcer la coopération inter-pays pour la maîtrise de l'épidémie.

Les principaux résultats obtenus par le projet en 2014 sont : 1) deux campagnes de dépistage du VIH et des IST organisées dans les zones transfrontalières (Sénégal-Gambie et Guinée) ; 2) deux études réalisées sur la vulnérabilité des professionnelles du sexe (PS) et des MSM au VIH au Niger ; 3) trois rencontres sous-régionales organisées entre les professionnels de la prise en charge des groupes vulnérables, en Gambie et au Sénégal ; 921 MSM, 3 433 PS et 2 591 personnes mobiles informées sur leur statut sérologique au cours de séances de dépistage volontaire du VIH et ayant bénéficié de conseils pour la prévention de la transmission du VIH dans les 8 pays ; 4) 7 891 PVVIH ont pu avoir un accès réel au TARV (examens complémentaires, transport pour la réalisation d'analyses, appui en médicaments anti-infections opportunistes) des 8 pays ; 5) 5 547 PS suivies pour la prise en charge des IST en stratégie fixe et mobile dans les 8 pays ; 6) 10 469 personnes vivant avec le VIH ayant bénéficié des services de prise en charge psychosociale dans les 8 pays ; 7) 126 professionnels de santé renforcés sur la prise en charge du VIH et des IST auprès des populations clefs dans les 8 pays ; 8) 233 PS, 225 MSM, 45 PVVIH, 77 personnes mobiles pairs éducateurs ont été formés sur le VIH, les IST et les

techniques de communication auprès des groupes clés ; 9) 1 398 professionnelles du sexe sensibilisées sur la santé de la reproduction au Niger et en Guinée ; 10) 915 PVVIH renforcées sur la co-infection tuberculose/VIH au Niger, en Guinée et en Guinée-Bissau.

2. Approche communautaire territorialisée en matière de santé sexuelle et reproductive

: la région de Kolda (Sénégal) présente des statistiques préoccupantes en matière de santé sexuelle et reproductive (SSR) : 84,8 % des femmes sont excisées, contre une moyenne nationale de 18 % ; seules 88 % de femmes enceintes koldoises font leurs visites prénatales, contre une moyenne nationale de 95 %, et la prévalence contraceptive y est de 12 % (avec de grandes disparités entre zones rurales et urbaines et entre départements), contre une moyenne nationale de 18 %.

Face à cette situation, Enda-Santé a conçu un projet d'amélioration de la santé sexuelle et reproductive des femmes koldoises, en partenariat avec l'UNFPA, dont la durée de mise en œuvre va de 2014 à 2016, avec pour objectif de contribuer à la réduction de la morbi-mortalité maternelle et infantile ainsi qu'à celle de la transmission des IST et du VIH à Kolda.

Les principaux résultats obtenus par le projet en 2014 sont : 1) la réalisation de formations qui ont permis de recycler les acteurs communautaires sur les techniques de communication, la PF/SR (planification familiale/santé de la reproduction), les violences basées sur le genre (VBG) et les mutilations génitales féminines (MGF), pour mener des activités visant à augmenter la demande de service PF ; 2) les visites à domicile ont permis de référer 123 FAR (femmes en âge de reproduction) à des services de planification familiale (PF) ; 3) les sorties mobiles ont permis le recrutement de 449 FAR ; 4) la mobilisation sociale a permis le recrutement de 8 FAR et a aussi servi de prétexte pour sensibiliser beaucoup de femmes, présentes pour les consultations prénatales (CPN), sur l'importance de l'espacement des naissances ; 5) la confection d'outils de collecte et le renforcement de capacité des relais en suivi-évaluation au cours des activités de formation ont facilité le reporting



des données recueillies sur le terrain ; 6) les journées de mise à niveau et de partage avec les partenaires journalistes (32), les religieux (30) et les communicateurs traditionnels (27), ont permis de faire un plaidoyer pour leur adhésion au projet et jeté les bases d'une collaboration future.

enda syspro (Systèmes et prospectives)

Fondé en 1997 et basé à : Dakar (Sénégal). [<http://www.africansocialforum.org>]

Lieux d'intervention : Afrique

Domaines d'intervention :

- renforcement des capacités de la société civile africaine
- organisation des forums sociaux internationaux
- renforcement du dialogue politique
- promotion de la démocratie et de la citoyenneté en Afrique

Enda Système et prospective (Enda-Syspro) est une organisation membre du réseau Enda TM, créée en 1997, pour contribuer à la réflexion sur les questions de développement en Afrique et promouvoir le plaidoyer en faveur d'un développement durable et inclusif.

Depuis sa création, Enda-Syspro a fait des publications dans le domaine du développement socioéconomique, du commerce international et a pris part à différents processus internationaux de négociation. Dans ce contexte Enda-Syspro a beaucoup contribué à la création de multiples réseaux africains d'acteurs engagés et pleinement conscients des enjeux du développement durable, afin de renforcer les synergies et les alliances entre sociétés civiles du Sud, et peser dans les débats et les processus de négociation internationaux.

Enda-Syspro abrite, depuis 2002, le secrétariat du Forum social africain (FSA), dont il est le principal fondateur. A ce titre il a joué un rôle pivot dans les processus d'organisation des forum sociaux mondiaux en Afrique (Bamako 2006, Nairobi 2007, Dakar 2011, Tunis 2013 et 2015). En outre, Enda-Syspro a organisé et apporté son appui à la mise en œuvre des forums sociaux continentaux depuis 2001. Enda-Syspro est membre du Conseil international du Forum social mondial, depuis la création de cette instance globale en 2001.

Depuis 2013, les activités d'Enda-Syspro liées aux questions commerciales et à l'intégration régionale ont été autonomisées au sein d'une nouvelle organisation, Enda-Cacid, créée pour pérenniser la recherche, le plaidoyer et la participation de la société civile ouest-africaine.

Activités d'Enda-Syspro de 2013 à 2014 et perspectives :

A partir de 2013, Enda-Syspro a cherché à restructurer ses activités en fonction de



nouveaux défis qu'il s'est donnés, tout en continuant à apporter un appui substantiel aux mouvements sociaux et à la société civile africaine.

Enda-Syspro a pris part à l'organisation des forums sociaux mondiaux qui ont eu lieu à Tunis en 2013 et 2015. Il a fait partie, en tant que secrétariat du Conseil du Forum social africain, au Comité de pilotage de ces forums et a assumé un rôle central dans leur coordination.



A ce titre Enda-Syspro a œuvré pour une participation optimale des mouvements sociaux africains, mais aussi d'Enda TM dans sa globalité.

Enda-Syspro a profité de la dynamique de préparation des forums sociaux de 2013 et 2015 pour s'engager dans un processus de construction de l'Université citoyenne africaine (UCA). En effet, constatant l'épuisement des dynamiques des forums sociaux mondiaux, le Conseil africain a pris la décision de promouvoir de nouveaux espaces de formation de nouvelles générations de militants et de valorisation des expériences et du savoir des mouvements sociaux africains.

A cet effet Enda-Syspro a contribué à la création d'un réseau international regroupant des universités et des organisations de la société civile, afin de promouvoir le concept d'université citoyenne ouverte et d'engager une réflexion approfondie sur les relations entre société et savoir et sur le rôle des universités.

Ce processus devrait donner lieu, dès 2016, aux premières Universités citoyennes africaines. Par ailleurs, Enda-Syspro avait engagé, dès 2012, un effort d'appui à la société civile tunisienne, dans le contexte de la transition démocratique qui a suivi la révolution de 2011. Cet effort s'est concrétisé par l'appui donné, au moment de l'organisation des forums sociaux de 2013 et 2015. Il s'est également concrétisé par la mise en place d'un programme d'appui à la société civile, qui sera mis en œuvre en partenariat avec le PNUD et les autorités tunisiennes, pour promouvoir la citoyenneté, la gouvernance locale et l'appui aux catégories sociales défavorisées. Cet important programme d'Enda-Syspro sera mis en œuvre de 2016 à 2018.



TROISIÈME PARTIE

Retour sur la participation d'Enda aux 20 CoP Climat et cap sur Paris 2015

L'histoire semble avoir donné raison à tous ceux qui, à l'instar d'Enda et de ses initiateurs, se sont battus pour que le diptyque « ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT » soit reconnu comme un paradigme fondamental devant sous-tendre le progrès social de milliards de personnes peuplant les pays du Sud. Tant qu'on ne pouvait établir de lien de causalité directe entre les modes de production et de consommation des sociétés « modernes » et la désertification, la baisse de la pluviométrie, l'augmentation du

nombre et de l'intensité des cyclones dévastateurs, etc., il était difficile de convaincre de la nécessité d'une remise en question du modèle de développement actuel, ultralibéral, productiviste et destructeur des équilibres éco-systémiques.

Mais, aujourd'hui que les dérèglements climatiques, les catastrophes écologiques et les autres effets du réchauffement planétaire touchent au quotidien les habitants de toutes les régions du monde, la prise de conscience s'accélère dans tous les milieux.

Rio 1992 marque les vingt ans d'Enda et le début de son engagement sur le « climat »

L'année 1992, celle du 2e Sommet de la Terre de Rio, marque une date particulièrement importante dans le cheminement d'Enda. L'organisation y célèbre ses vingt ans d'existence, qui coïncident avec la première prise de conscience véritablement planétaire de l'urgence d'un engagement environnemental à l'échelle globale. C'est lors de ce sommet, qu'a été adoptée la Convention cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques (CCNUCC ou UNFCCC en anglais). Il s'agit d'un texte qui constitue le fondement de l'action de la communauté internationale relative au climat, réunissant actuellement 196 pays membres, encore appelés « Parties au Traité ».

C'est dans le but de garantir une parfaite continuité aux discussions engagées dans le cadre des négociations internationales sur le climat que les pays signataires de la CCNUCC ont décidé de se retrouver

chaque année sous l'égide des Nations unies, généralement en décembre, lors d'une «Conférence des Parties» (dite CoP en anglais). La toute première s'est tenue à Berlin, en 1995, et la dernière en date est la 15e CoP de Copenhague (Danemark), en décembre 2009. Au fil des ans, l'importance croissante que revêt aux yeux de l'opinion publique mondiale la question du changement climatique, a transformé ces rencontres, dites « Conférences des parties », en la plus grande arène politique de l'histoire.

Les enjeux y sont devenus considérables et vont bien au-delà des négociations entre Etats, pour embrasser des sphères complexes situées « à côté » de la rencontre officielle, où aux côtés d'instituts de recherche et d'autres organisations de la société civile. Enda a, durant quinze ans, organisé de nombreux « side events » faits de colloques, tables rondes, expositions, journées de réflexion et débats, réunissant des centaines de participants.



« Kyoto » inaugure une décennie de lobbying et de plaidoyer d'Enda en faveur du Sud

Les deux premières CoP ont été anecdotiques et n'ont pas beaucoup marqué le processus. A Berlin, trois ans après Rio, suivant l'alerte donnée par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) sur le rôle des activités humaines dans le changement climatique. La conférence débouche sur le « mandat de Berlin » établissant une phase d'analyse et d'évaluation de deux ans. L'Allemagne, pays hôte, parvient à faire pression en faveur d'une logique des quotas, en annonçant 25 % de réduction.

Un principe des quotas qui sera, deux ans plus tard, associé avec un système de permis d'émission négociables, à Kyoto. La deuxième CoP qui a eu lieu en 1996, à Genève, ne s'est soldée que par des déclarations de principe. C'est lors de la troisième CoP de Kyoto (Japon), en 1997, qu'a été signé un texte ayant pour objectif d'entamer le processus de réduction des GES. Il s'agit du fameux Protocole de Kyoto par lequel la grande majorité des pays industrialisés, dits «pays de l'annexe 1», se sont engagés à réduire à réduire avant 2012 leurs émissions de 5,8 % en moyenne,

par rapport à 1990. Cette contrainte n'inclut pas les grands pays émergents, comme la Chine, l'Inde ou le Brésil. L'Union européenne (UE) s'est aussi engagée à réduire ses émissions de 8% en moyenne, mais en prenant le soin de faire jouer la solidarité, en redistribuant ses objectifs selon le degré de développement des Etats membres. Enda a très activement participé à cette CoP de Kyoto.

Dans la suite de ses activités de diffusion d'informations et de positions antérieures, l'organisation avait publié un numéro spécial sur le changement climatique qui, par la suite, a donné lieu à deux livraisons (Bulletin Africain n° 9 et 10) aux éditoriaux particulièrement révélateurs des préoccupations fondamentales des pays pauvres: « de Kyoto à Buenos Aires : quid pour l'Afrique ? ». Les débats étaient alors centrés sur le renforcement des capacités, sur le Mécanisme de développement propre (MDP) et plus globalement, sur la mise en œuvre de la convention « climat » en Afrique, en particulier sur ses aspects institutionnels.





Enda défend un même droit d'émissions de gaz à effet de serre pour tous

Enda prend part à la quatrième CoP de Buenos Aires, en 1998, et sort de cette conférence avec des positions raffermissées et réaffirmées. Pour l'organisation, des engagements volontaires de réduction des GES étaient hors d'actualité pour les pays pauvres. Qui plus est, la volonté de s'orienter vers un même droit d'émission pour tous est ce qui est le plus caractéristique de cette opposition à l'iniquité. Car 63 % des émissions de CO₂ de la planète proviennent des 20 % de riches dans la population mondiale et que les 20 % les moins riches de cette population n'émettent que 2 % des émissions totales de GES. On a donc, d'un côté, des émissions qu'on peut qualifier de « luxe » et de

l'autre, des émissions de « survie ». Lors de la cinquième CoP de Bonn, en 1999, Enda dénonce la faible place que les négociations sur le plan d'action accordent aux économies des pays pauvres, notamment africains, dans le processus. Pour être concret, dès l'année 2000, Enda lance l'initiative ENDA MDP, afin de permettre aux porteurs de projet d'apprendre sur le plan méthodologique, d'échanger et d'être conseillés, dans la même dynamique que le réseau REC qui, à cette date, détenait un portefeuille d'une vingtaine de projets (in Bulletin africain n° 12, décembre 2000 ; et Numéro hors-série, 15 fiches techniques sur le MDP, Bulletin africain n° 13, mai 2001).

L'Afrique ne doit pas être la laissée pour compte de la Convention Climat

À La Haye, en décembre 2000, la sixième CoP est marquée par la proposition américaine de comptabiliser les zones agricoles et forestières parmi les puits de carbone. Une proposition « tordue » qui, si elle était approuvée, aurait permis aux États-Unis de satisfaire en grande partie à leurs obligations de réduction d'émissions de GES. La rupture effective des négociations se produit lorsque l'UE refuse une proposition de compromis. Cette conférence offre à Enda l'occasion d'éditer une publication (Spécial La Haye : « L'Afrique sera-t-elle la laissée-pour-compte de la Convention Climat ? ») largement relayée auprès des négociateurs et des délégations d'ONG, qui ajoute à la question de l'équité celle de la vulnérabilité

des pays africains. Pour Enda, comme pour les délégations des pays du Sud, il était nécessaire que la CoP 6 se penche sur la création d'un véritable fonds d'adaptation pour les pays les moins avancés. Mais, les négociations sur les plans d'action tournent court et c'est l'échec de la conférence de La Haye. Ce qui rendait aussi Enda et nombre d'observateurs fort critiques sur le processus, c'est que le protocole de Kyoto comporte plusieurs limites. Il ne fixe des objectifs que sur quinze années et laisse planer l'incertitude sur ce qui adviendra au-delà de 2012. En outre, quoiqu'il eût été signé par les États-Unis, premier émetteur de GES à l'époque, un blocage au niveau du Congrès américain en a empêché la ratification.



Poursuivre un processus équitable, avec ou sans l'Administration américaine

En février 2001, les États-Unis se retirent officiellement du Protocole de Kyoto et le processus est quasiment dans l'impasse. Mais, la position d'Enda à la CoP 6 bis de Bonn, en 2001, est sans ambiguïté : Il faut poursuivre un processus équitable sans l'Administration américaine.

Cette continuation sans la Partie américaine, répond, non pas à des objectifs tactiques ou politiques de court terme, mais, pour l'Afrique, à une véritable volonté d'ancrer les choix politiques et économiques dans la durabilité. C'est ce défi que doivent avoir présent à l'esprit les négociateurs africains afin de ne pas se tromper de cible ou d'alliance

dans les débats serrés qui vont se renforcer dans les semaines à venir. Les alliances doivent se nouer avec le Nord industrialisé qui, par des « signaux forts » dans ses politiques, montre qu'il fait sienne la proposition énoncée lors du Sommet du Sud 2000 du G77 à La Havane, en avril 2000.

Nous croyons que les modes de production et de consommation du Nord industrialisé ne sont pas viables et doivent être modifiés, car ils constituent une menace pour la survie de la planète. [« Climat : poursuivre un processus « équitable » sans l'Administration américaine » - J-P. THOMAS, ENDA/ICTSD, mai 2001].

Quand le Sud protestataire hausse le ton pour une plus grande équité...

La septième CoP se tient pour la première fois en terre africaine, à Marrakech, et doit être, pense-t-on, le lieu pour rééquilibrer les comptes en faveur du continent. L'Afrique hésite entre une posture révérencieuse et consensuelle, consistant à laisser le processus continuer à se dérouler à son détriment, et celle, plus protestataire, de faire entendre sa voix et de relancer des propositions qui lui permettent d'obtenir une plus grande équité, notamment financière.

Enda lance un argumentaire en faveur de la seconde posture et mobilise des leaders d'opinion, chercheurs et autres décideurs issus de 14 pays africains, pour influencer

positivement sur les négociations, et lance une publication qui sera particulièrement bien accueillie lors de cette conférence : « Changements climatiques : points de vue africains » (Bulletin africain hors-série n° 14, octobre 2001). Les résultats de cette CoP 7 de Marrakech ont été salués comme une victoire sur le réchauffement de la planète. Les négociateurs ont été nombreux à saluer l'accord de Marrakech sur le Climat.

L'histoire retiendra le rôle majeur joué par les pays en développement dans la survie du processus « Climat ». Aussi un certain nombre d'appuis financiers et techniques sont-ils



mis à leur disposition, comme la création de fonds nouveaux (Fonds d'adaptation, Fonds spécial climat, etc.), la création d'un groupe d'experts sur les transferts de technologie, des

procédures pour que le MDP (qui doit drainer de l'investissement vers l'Afrique) démarre rapidement et un cadre pour le renforcement des capacités.

Une réponse : le « Développement d'abord », comme condition d'un monde durable

La préparation du sommet Rio+10, à Johannesburg, en 2002, qui devait permettre de ratifier le Protocole de Kyoto, a offert un cadre de réflexions et d'actions, tant au niveau national qu'international, pour « dé-compartmenter » les approches des accords multilatéraux sur l'environnement. Ce sommet sera pour Enda l'occasion de prendre le leadership de la société civile en Afrique, en mobilisant de nombreuses ONG. La lutte contre la pauvreté qu'il prône depuis ses débuts devient l'enjeu majeur de ce 3e Sommet de la Terre et une réponse, le « DEVELOPPEMENT D'ABORD » se pose comme condition d'un monde durable. Partant du fait que les pays en développement ont une faible emprise sur leur propres décisions économiques, sociales et environnementales, il s'agit en premier

lieu d'engager une réappropriation de ces processus de décision par les Etats eux-mêmes, en repensant le rôle des institutions financières internationales. Il n'existe pas de solution unique, mais un mixage des solutions à la base et du volontarisme des politiques. Cela induit l'implication de la société civile dans tout processus de développement, en particulier, le Partenariat pour le développement de l'Afrique. Lors de la huitième CoP de Delhi, en 2002, bien qu'on ait voulu passer sous silence la question du Fonds d'adaptation, qui est « LE » mécanisme financier du Protocole de Kyoto, trois points ont néanmoins légèrement progressé sous l'égide de la Convention « Climat » : 1) le Fonds sur l'Environnement mondial (FEM) ; 2) le Fonds pour les pays les moins avancés (Fonds PMA) ; 3) et le Fonds spécial changement climatique.

Dans la préparation de Bali, naît le réseau Sud-Nord « Climat et Développement »

Dans la préparation de la treizième CoP de Bali, en 2007, Enda organise à Dakar, dès septembre 2007, la première Semaine internationale

Climat et Développement, avec des partenaires du Sud (principalement Afrique de l'Ouest et du Centre) et d'Europe francophone.

L'issue de cette semaine est sans appel. Le Réseau Climat et Développement est créé.

Il constituera le socle qui portera, pour la société civile, les débats et les positions. Un premier travail est tout de suite engagé avec ses membres pour présenter les positions à Bali. Une première publication, Les enjeux climat pour l'après 2012 (ENDA, RAC-F, Equiterre, octobre 2007), rencontre un vibrant accueil et renforce l'accent sur le défi de l'adaptation pour l'Afrique. Elle apporte un premier point de vue sur les enjeux de la déforestation évitée et les perspectives pour l'accès à l'énergie dans les pays africains. Pour la quatorzième Cop à Poznan, en 2008, les positions du réseau

mettent l'accent sur l'équité qui est au cœur des futurs engagements de réduction des émissions, le financement de l'adaptation, la lutte contre la déforestation et les transferts de technologies.

Ce document fera l'objet d'une présentation officielle au cours de la CoP 14 et d'une large diffusion, en particulier par le biais de l'exposition d'Enda. Alors qu'à Bali, la CoP 13 n'a permis que l'adoption d'un plan d'action définissant les principes et les modalités des négociations, en vue de la CoP 15 de Copenhague, la CoP 14 permet, en plus, la mise en opération d'un fonds d'adaptation soutenant les mesures d'adaptation dans les PMA.

Le « fantôme » du fiasco de Copenhague a hanté Cancun, Durban, Doha, Varsovie et Lima.

Le fameux « Accord de Copenhague » conclu à l'arrachée en toute fin de rencontre, par une sorte de G20 élargi, sans l'accord de tous les pays, n'a fixé aucun objectif chiffré. Il engageait, certes, pour la première fois, l'ensemble des grands pays émetteurs de GES, qu'ils soient industrialisés ou émergents, dans la lutte contre le changement climatique, mais c'était sur la base d'ambitions fort réduites et sans cadre contraignant.

Lors de la CoP 16 de Cancun, en décembre 2010, il n'y a eu aucun accord sur la manière d'élargir le protocole de Kyoto ni sur les moyens à mettre en œuvre pour trouver les 100 milliards de dollars promis par an, ni sur les priorités pour les affecter ou sur les manières d'aider les pays en développement à réduire leurs émissions. Cette rencontre a accouché d'un accord considéré à la fois comme une « avancée majeure », étant donné l'échec des négociations de Copenhague, et « assez modeste » dans ses ambitions, car n'ayant pas, par exemple, exigé le niveau de changement correspondant à ce que les scientifiques ont évalué comme étant nécessaire pour éviter un changement climatique dangereux pour la biodiversité et les hommes.

La CoP 17 de Durban a reconnu que tous les pays doivent faire face de manière urgente à la menace grave et potentiellement irréversible des changements climatiques. Elle a permis le lancement d'une plateforme de négociation (la « Plateforme de Durban » pour préparer un accord post-2020 incluant tous les pays et ayant force légale pour (comme le recommandait le

GIEC) maintenir l'élévation de la température moyenne de la planète à moins de 2° C ou 1,5° C par rapport au niveau préindustriel. La CoP 18 de Doha a souvent été présentée comme un échec, néanmoins elle a permis d'exploiter toute la marge de manœuvre dont dispose la communauté internationale d'ici à 2020, pour financer et appliquer dès maintenant des mesures de changement de trajectoire d'émissions de GES et protéger les plus vulnérables, en attendant un accord ambitieux et équitable pour 2020. Les négociations y ont échoué à donner un signal fort sur des sujets indispensables pour la viabilité d'un accord à Paris en 2015 : les financements internationaux pour le climat, les règles communes de suivi et de comptabilisation des émissions des pays (entre pays sous Kyoto et en dehors) et l'ambition des pays.

La CoP 19 de Varsovie a permis d'adopter un paquet de décisions balisant le chemin à parcourir en vue de conclure un accord mondial lors de la CoP 21, à Paris, en 2015, et comportant quelques avancées en matière de support financier pour la lutte internationale contre les changements climatiques. Ces décisions ont été obtenues in extremis, après un marathon final de plus de 24 heures pendant lesquelles toutes les parties impliquées ont été amenées à faire des compromis. Cet accord laisse un travail important à accomplir d'ici à la conclusion de l'accord de 2015, mais permet toutefois de maintenir en vie le processus de négociation et de fixer le cadre des travaux pour les deux années à venir. Trois décisions prises à Varsovie : 1) la

préparation d'un accord post-2020 et le renforcement de l'ambition ; 2) le support financier international ; 3) la mise en place d'un mécanisme international pour les « pertes et préjudices ». Lors de la CoP 20 de Lima, les négociations parviennent à un consensus reposant sur trois piliers essentiels à un accord équitable, qui doit permettre d'éviter un réchauffement supérieur à 2° d'ici à 2050 : 1) les efforts de mitigation de chaque État, c'est-à-dire leurs engagements en termes de réduction des émissions de GES avant 2020 ; 2) les réductions de GES post-2020 ; 3) les engagements de chaque État au-delà des efforts de mitigation, c'est-à-dire le transfert de technologie, mais également les contributions financières nationales au Fonds vert pour le climat, destiné à permettre aux pays pauvres de renforcer leur résilience au changement climatique. Mais pour Enda, aucune réponse n'a été apportée aux grands enjeux de l'heure, car cette CoP n'a permis de prendre aucune mesure immédiate, censée figurer dans l'accord de Paris, destinée à freiner le réchauffement climatique, aucune forme de régulation relative aux futurs engagements de réduction des GES communicables au premier trimestre 2015, et aucun engagement clair à propos des contributions financières des pays industrialisés au Fonds vert.

Cap sur Paris 2015 : Enda lance DECLIC, pour un engagement citoyen face au défi climatique

DECLIC (Défis climatiques et citoyenneté) est une initiative portée par la société civile pour l'engagement d'une masse critique de citoyens face aux défis du changement climatique, lancée en mars 2015, considérée comme une année charnière pour la planète, avec deux agendas convergents : la CoP 21 et les ODD. Enda, estimant que les décisions qui seront prises en décembre 2015 à Paris resteront déterminantes dans la direction que prendra le monde dans les décennies à venir, particulièrement pour les pays du Sud, juge donc impératif d'accroître dès maintenant la mobilisation à travers un mouvement collectif et populaire pour élargir les bases d'une force de pression citoyenne. Le but visé est d'appeler les dirigeants du monde à prendre des mesures ambitieuses, particulièrement à Paris, pour l'avenir de la planète et de ses habitants, mais aussi de renforcer et promouvoir des alternatives viables.

DECLIC permettra de faire connaître les bonnes dynamiques populaires endogènes de développement sobre en carbone et pro-pauvre en phase avec les contributions prévues déterminées au niveau national (CPDN / INDC), et servira également d'espace de dialogue inclusif sur les alternatives de développement sobre en carbone et pro-pauvre.





Liste des entités d'enda dans le monde

Ethiopie

M. Haimainot DESALEGNE
Addis Abeba – Ethiopie
P.O. Box 25718 Code 1000 Addis Abeba - Ethiopia
Tel.: (251-1) 1416 88 95
Fax: (251-1) 51 45 80
E-mail: enda-eth@ethionet.et

Interarabe

Mme Essma BEN HAMIDA & M. Michael CRACKNELL
Tunis – Tunisie
Route de Bizerte Km3 immeuble Cherifa,
Bloc Acité Ettahrir 2042 –Tunisie
Tél. : (216) 71 51 33 40 / 71 80 40 23
Fax : (216) 71 51 33 32
email: info@endarabe.org.tn/ mpctn@yahoo.fr
Web : www.endarabe.org.tn

Océan indien

Mme Diainaba SEYDI
Antananarivo - Madagascar
B.P.1467 Antananarivo - Madagascar
Tél.: (261 32) 40 457 48
Fax: (261 20) 22 61 74
E-mail: dr@enda.mg /endaoui@simicro.mg
Web :

Mali

M. Soumana COULIBALY
Bamako – Mali
Oulofobougou, rue 424, porte N° 200
B.P. 3123 Bamako - Mali
Tél.: (223) 20 22 55 64
Fax : (223) 20 23 25 93
E-mail: enda-mali@cefib.com

Colombie

Mme Maria Victoria BOJACA
Bogotá – Colombie
Calle 33 No. 16-22 Teusaquillo - Bogotá - Colombia
Tel. (571) 283 9575
Fax: (571) 285 66 28
E-mail: endacol@etb.net.co

Dominicana

M. Mamerto VALERIO
Santo Domingo – République dominicaine
B.P. 3370, Santo Domingo-República Dominicana
Tél.: (1 - 809) 385-00 37
Fax: (1 - 809) 385-2359
E-mail: direccion@endadom.org.do
Web: <http://www.Funredes.org/endacaribe/>

Bombay

M. Virup PANWALKER
New Bombay – Inde
5, Vashi Saphalya CHS, Sector 9A, Vashi Vashi Navi
Mumbai 400703, New Bombay - Inde
Tel.: (91 -22) 27 66 19 02
Fax: (91 -22) 27 65 88 97
E-mail: vgpanwalkar@gmail.com

Vietnam

M. Ngo Huy LIEM
Ho Chi Minh City – Vietnam
C2 Buu long St, Cu Xa Bac Hai, district 10,
Ho Chi Minh City - Vietnam
Tel.: (84-8) 39700243
Fax: (84-8) 9703273
E-mail : endavietnam@viettel.vn

Europe

Mme Fabricia DEVIGNES
Paris – France
5, rue des immeubles industriels
75011 Paris - France
Tél.: (331) 44 93 87 40 / Fax: (331) 44 93 87 50
E-mail: contact@enda-europe.org
Web : www.enda-europe.org

Maghreb

M. Hamid CHRIFI
Rabat – Maroc
18, Rue Aguelmane Sidi Ali, Appt 4, Agdal, Rabat
Tél.: (212) 537 680 673 / Fax: (212) 537 683 469
E-mail: endamaghreb@enda.org.ma
Web : www.enda.org.ma

Listes des entités d'enda basées au Sénégal

Diapol (Prospectives dialogues politiques)

M. Mamadou MBENGUE
Dakar – Sénégal
Complexe Sicap Point E Imm. B 2ème étage
Tél. : (221) 33 869 99 48 / (221) 78 173 59 17
Fax : (221) 33 825 36 32
E-mail : contact@endadiapol.org
Web : <http://www.endadiapol.org>

Eau populaire

M. Malal TOURE
Dakar – Sénégal
Mermoz Pyrotechnie, Cité des Administrateurs Civils
Immeuble N° 13, 2ème étage, Droite / BP 17072, Dakar -
Sénégal
Tél. : +221 33 860 41 43 / Fax : +221 33 860 41 39
Email : malal@endatiersmonde.org
Web : www.enda-eau.org

Ecopole

M. Oumar TANDIA
Dakar – Sénégal
Complexe Sicap Point E Imm. B 2ème étage
B.P. 21394 Dakar - Ponty
Tél. : (221) 33 825 97 39
Fax : (221) 33 860 51 33
E-mail: ecopole@endatiersmonde.org
Web: <http://www.endatiersmonde.org/ecopole>

Ecopop (Espaces de Co production des Offres Populaires)

M. Mamadou Bachir KANOUTE
Dakar – Sénégal
Complexe Sicap Point E Imm. B 2ème étage
B.P. 3370 Dakar - Sénégal
Tel. : (221) 33 859 64 11
Fax : (221) 33 864 68 32
E-mail : ecopop@endatiersmonde.org
Web : www.endaecopop.org

Energie

M. Sécou SARR
Dakar – Sénégal
54 rue Carnot, B.P. 3370 Dakar - Sénégal
Tél. : (221) 33 822 24 96 / 33 822 59 83 / 33 889 34 28
Fax : (221) 33 821 75 95
E-mail: enda.energy@orange.sn
Web: <http://www.endaenergie.org>

Graf - Sahel et Afrique de l'Ouest

M. Emmanuel Seyni NDIONE
Dakar – Sénégal
B.P. 13069 Grand Yoff, Dakar - Sénégal
Tél.: (221) 33 827 20 25 Fax: (221) 33 827 32 15
E-mail: endagrafsahel@endagrafsahel.org
Web: <http://www.endagrafsahel.org>

Jeunesse Action

M. Fabrizio TEREZIO & M. Pierre Marie COULIBALY
Dakar – Sénégal
54, rue Carnot, B.P. 3370 Dakar - Sénégal
Tél.: (221) 33 889 34 20 / 33 889 34 21 / 33 889 34 24
Fax: (221) 33 823 51 57
E-mail: jeuda@endatiersmonde.org
Web: <http://www.endatiersmonde.org/eja>

Lead Afrique francophone

M. Moussa Mbaye GUEYE
Dakar – Sénégal
54, rue Carnot, B.P. 3370 Dakar - Sénégal
Tél.: (221) 33 889 34 30 / 33 889 34 31 / 33 889 34 32
Fax: (221) 33 821 75 95 / 33 823 51 57
E-mail: info@leadinafrica.org
Web: www.leadfrancophoneafrica.org

Madesahel (Méthodes Appliquées au Développement du Sahel)

M. Mame Thierno Aby SY
Dakar – Sénégal
B.P. 6259 Dakar-Etoile, B.P. 414 Mbour - Sénégal
Tél.: (221) 33 823 76 76 / 33 842 29 63 (Dakar)
Tél.: (221) 33 957 15 33 / Fax:(221) 33 823 76 76
E-mail: madesahel@madesahel.org

Pronat (Protection Naturelle)

Mme Mariam SOW
Dakar – Sénégal
54, rue Carnot / B.P. 3370 Dakar - Sénégal
Tél.: (221) 33 889 34 39 / 33 889 34 37
Fax: (221) 33 823 51 57
E-mail: pronat@endatiersmonde.org
Web : <http://www.endapronat.org>

Rup (Relais pour le Développement Urbain Participé)

M. Malick GAYE
Dakar – Sénégal
Complexe Sicap Point E Imm. B 2ème étage
B.P. 27 083 Malick SY, Dakar - Sénégal
Tél.: (221) 33 869 99 48 / Fax: (221) 33 860 51 33
E-mail: rup@endatiersmonde.org /
Web : <http://www.endatiersmonde.org/rup>

Santé

M. Daouda DIOUF
Dakar – Sénégal
56, COMICO VDN Liberté VI Extension
B.P. 3370 Dakar – Sénégal
Tél. : (221) 33 867 02 62
Fax : (221) 33 823 51 57
E-mail: dioufda@endatiersmonde.org
Web : <http://www.enda-sante.org>

Cacid (Centre africain pour le commerce, l'intégration et le développement)

M. Cheikh Tidiane DIEYE
Dakar – Sénégal
73, Rue Carnot
B.P. 6879 Dakar - Sénégal
Tél.: (221) 33 821 70 37
Fax: (221) 33 823 57 54
Web : www.endacacid.org
E-mail : info@endacacid.org



enda

***Alternatives économiques
inclusives pour un
développement durable***

© 2014 - réseau enda tiers monde - secrétariat exécutif
www.endatiersmonde.org
se@endatiersmonde.org
BP : 3370 - Dakar - Sénégal

Nos partenaires

